

Les ONG et le mariage des jeunes filles au Bangladesh :
Étude des stratégies en place pour contrer cette pratique culturelle

Par
Caroline Régimbald
6649745

Mémoire présenté à
L'École supérieure d'affaires publiques et internationales
Sous la direction du Professeur Gilles Breton

Université d'Ottawa
Le 30 juin 2017

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire.....	3
Introduction.....	4
Définition des concepts clés.....	8
Le rôle des ONG au Bangladesh.....	10
Causes du mariage forcé des jeunes filles.....	12
Conséquences du mariage forcé des jeunes filles.....	15
Histoire des droits des enfants.....	18
L'insuffisance de la dimension légale concernant le droit des enfants.....	21
Revue des diverses stratégies d'ONG.....	24
La théorie du changement.....	27
Question et hypothèses de recherche.....	30
Méthodologie et données.....	31
Résultats et analyse.....	34
<i>Girls Not Brides</i>	34
<i>Girls Not Brides</i> au Bangladesh.....	38
Projet <i>BALIKA</i>	41
Analyse du projet <i>BALIKA</i>	44
<i>Care Tipping Point</i>	47
Analyse du <i>Tipping Point</i>	50
Limites des stratégies.....	53
Conclusion.....	53
Bibliographie.....	59

Sommaire

Le mariage des jeunes filles est une pratique largement répandue au Bangladesh : une fille sur deux se marie avant d'avoir atteint l'âge adulte. Plusieurs ONG sont à pied d'œuvre dans le pays afin d'éliminer cette pratique aux conséquences négatives pour les jeunes filles. Le mariage des jeunes filles s'inscrit dans une perspective d'abord culturelle. Les stratégies des ONG prennent la forme de projets et d'activités socio-politiques voulant changer les habitudes et les mentalités traditionnelles qui poussent les familles à voir les filles comme des mères et des épouses avant tout. L'hypothèse de contournement culturelle et la théorie du changement qui est au cœur des stratégies des ONG internationales et locales agissant sur le terrain seront plus amplement élaborées dans ce travail. Trois initiatives seront aussi présentées et analysées à partir d'un corpus rassemblant plusieurs rapports d'ONG : *Girls Not Brides*, le projet *BALIKA* de l'ONG *Population Council* et le projet *Tipping Point* de *Care*. Les principaux éléments qui sont mis en place par les ONG au pays gravitent autour de l'action gouvernementale, l'autonomisation et l'éducation des jeunes filles, ainsi que l'implication des autres membres de la communauté, comme les familles et les garçons. En visant ces éléments, les ONG espèrent enrayer cette pratique ancrée dans les mœurs et coutumes que les lois et conventions ne parviennent pas à changer. Il s'agira d'explorer et analyser les stratégies dont les résultats sont corrélés avec la baisse du taux de mariage des jeunes filles depuis quelques années, sans toutefois pouvoir tirer des conclusions sur l'efficacité de celles-ci à long terme.

Mots clés : Bangladesh, ONG, mariage, filles, stratégies

Introduction

Les droits de « base » des enfants, tels qu'on les connaît dans les sociétés occidentales, devraient en principe être reconnus et protégés par tous les pays qui ont signé la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 établie par l'Organisation des Nations Unies. Or, plusieurs millions d'enfants se trouvent constamment et quotidiennement confrontés à des situations qui briment leurs droits. C'est le cas notamment en Asie du Sud qui peine à y parvenir malgré le fait que tous les pays de cette région aient signé la convention et devraient en principe protéger les droits des enfants. Nombreux sont ceux qui ont critiqué cette convention puisqu'elle représente largement les intérêts et situations de l'Occident, et ne tient pas compte des réalités sociales et culturelles des autres régions du monde. En Asie du Sud, les familles sont bien souvent confrontées à l'extrême pauvreté et n'ont pas nécessairement les moyens d'assurer une protection adéquate à leurs enfants. Ces derniers ne suivent pas le parcours promu par les Nations Unies et l'Occident quant à ce que devrait être la vie d'un enfant, souvent parce qu'ils ne peuvent tout simplement pas se le permettre ou qu'ils n'ont pas les outils et ressources pour y arriver.

De plus, les enfants ne sont pas tous vus de la même façon selon la culture, la religion, les traditions et les valeurs profondément ancrées dans les sociétés. La conception même de ce qu'est un enfant et des droits qui devraient leur être attribués, s'ils en ont évidemment, sont des éléments qui varient d'un endroit à l'autre et cela n'est pas pris en considération dans la convention internationale des Nations Unies. (Field & Ambrus, 2008) Il peut être difficile d'imaginer qu'en imposant un simple document aux pays, la situation allait changer du jour au lendemain. On peut toutefois s'interroger sur ce qui tarde à faire adopter de meilleurs droits aux

enfants en Asie du Sud. Les enfants sont parmi les plus vulnérables, avec les femmes, dans une société et c'est souvent eux qui paient le prix de la pauvreté et des conditions de vie difficiles. Les gouvernements qui devraient en principe mettre en place ce type de convention ne font pas leur travail et les familles en souffrent, tentant tant bien que mal de faire ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants.

Il est intéressant de constater que lorsqu'on aborde la question du droit des enfants, les sujets les plus populaires pour démontrer sa violation à l'échelle mondiale sont les exemples qui touchent au travail forcé des enfants ou les enfants-soldats, qui sont bien entendu également des pratiques atroces représentant un fléau dans bien des régions. (Crewe, 2010) Toutefois, le mariage forcé des jeunes filles semble un sujet moins abordé par les auteurs et les chercheurs qui tentent de montrer en quoi les droits des enfants sont mal implantés et bien souvent ignorés. Pourtant, il s'agit d'un fléau dans quelques régions du monde, notamment en Asie du Sud.

En effet, presque la moitié des filles dans cette partie du monde, plus précisément 46% d'entre elles, se marient avant d'avoir atteint l'âge adulte avec des hommes souvent beaucoup plus âgés qu'elles. (UNICEF, 2016) Selon le Fond des Nations Unies pour la population, 130 millions de jeunes filles en Asie du Sud se marieront entre 2010 et 2030 si la tendance se maintient. (UNFPA, 2012) De ce nombre, la proportion la plus élevée se trouve au Bangladesh avec 52% des jeunes filles. (UNICEF, 2016) C'est pourquoi notre étude portera davantage sur ce pays, qui reflète bien la triste réalité de la plupart des filles de cette région. Les jeunes filles mariées avant l'âge de dix-huit ans n'ont généralement pas leur mot à dire dans la décision et cela entraîne toutes sortes de conséquences négatives pour leur vie, à plusieurs niveaux. De plus,

cette situation affecte d'autres droits qui s'en trouvent également restreints pour les jeunes filles, comme l'accès à l'éducation ou la liberté de penser et de choisir. Les filles sont aussi souvent confrontées à la violence, à des grossesses difficiles et dangereuses, à cause de leur jeune âge, et à un avenir prédéterminé, puisqu'elles sont contraintes de se retirer de l'école et de laisser tomber la vie professionnelle pour exercer leurs rôles de mère et d'épouse. (Crewe, 2010) Pourtant, ces pratiques sont considérées comme étant contraires aux droits qu'on devrait accorder aux enfants conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant reconnue internationalement. En analysant les causes du mariage des jeunes filles dans un pays comme le Bangladesh, ainsi que le contexte dans lequel cette problématique s'inscrit, il est possible de montrer qu'il s'agit d'abord et avant tout d'un enjeu culturel et religieux.

Les organisations non gouvernementales (ONG) tentent quant à elles de s'implanter dans ces régions du monde afin de promouvoir les droits des enfants de diverses façons et d'abolir certaines pratiques brimant ces droits, comme le mariage forcé des jeunes filles. C'est une réalité dont on entend bien peu parler, mais qui existe encore dans plusieurs régions du globe. Les ONG prennent un rôle de plus en plus important en mettant au premier plan la société civile et en exerçant une pression sur les États pour qu'ils soient engagés dans les causes liées au développement. (Mungle, 2012) Dans un monde de plus en plus international et conscientisé, les États ne peuvent plus ignorer les ONG et les causes sociales qui touchent les populations et qui sont largement diffusées sur les différentes plateformes médiatiques. Le cas du Bangladesh est extrêmement intéressant à cet égard. Le rôle des ONG est particulier au contexte historique du pays. C'est pourquoi leur implantation, rôle et stratégies, ainsi que leur relation avec le gouvernement bangladais sont des éléments intéressants à analyser. Les ONG ont d'ailleurs des

stratégies bien spécifiques pour arriver à mettre fin à ce genre de pratique culturelle profondément ancrée dans la société de cette région du monde. Ce travail consistera à faire l'étude des stratégies mises en place par les ONG pour contrer le mariage des jeunes filles au Bangladesh.

Après avoir défini certains concepts, il s'agira dans un premier temps de dresser un bref historique des droits des enfants, ainsi que de présenter quelques informations de base très importantes sur le mariage des jeunes filles, soit les causes et les conséquences, en se concentrant davantage sur le cas du Bangladesh. Le rôle bien particulier des ONG au Bangladesh est d'autant plus pertinent à aborder pour notre travail. En second lieu, une revue de littérature permettra de voir ce qui a été écrit jusqu'à présent sur la question du droit des enfants, du mariage des jeunes filles et sur le rôle et les stratégies des ONG. Ensuite, nous présenterons le cadre théorique, la question de recherche et l'hypothèse de ce travail. Le thème de cette hypothèse sera les stratégies sociales et politiques, visant le contournement culturel, utilisées par les ONG au Bangladesh. Puis, les choix méthodologiques de cette recherche seront abordés, ainsi que la présentation des résultats et l'analyse. Finalement, pour faire suite à celles-ci, il sera possible de confirmer notre hypothèse de départ et tirer des conclusions pouvant servir de base à de futures recherches.

Trois initiatives entreprises par des organisations non gouvernementales agissant au Bangladesh pour éliminer le mariage des jeunes filles seront présentées pour répondre à la question de recherche et ainsi appuyer l'hypothèse de départ. On examinera d'abord l'initiative internationale *Girls Not Brides*, et plus particulièrement son impact sur le gouvernement du Bangladesh concernant la lutte contre le mariage des jeunes filles là où l'on retrouve un des taux

les plus élevés au monde. Cela sera suivi de l'étude de deux initiatives d'ONG étant implantées localement et agissant directement sur le terrain. La première, mise en œuvre par l'ONG internationale *Population Council* et intitulée le projet *BALIKA (Bangladeshi Association for Life Skills, Income and Knowledge for Adolescents)*, vise à offrir un soutien éducatif aux jeunes adolescentes et à conscientiser les familles et communautés aux dangers que représente le mariage des enfants. La seconde initiative est celle qui fut lancée par l'ONG internationale *Care*, agissant directement sur le terrain dans des villages au Bangladesh. Elle s'intitule *Tipping Point* et se concentre, encore une fois sur l'éducation des jeunes filles et la conscientisation de leur entourage sur les pratiques qui leur sont nuisibles. La présentation de ces trois cas permettra de tirer des conclusions et formuler des recommandations pour la suite de cette problématique.

Définition des concepts clés

Dans le cadre de ce travail, pour définir le mariage des jeunes filles, nous utiliserons la définition de l'*International Planned Parenthood Federation*, soit « any marriage carried out below the age of 18 years, before the girl is physically, physiologically and psychologically ready to shoulder the responsibilities of marriage and childbearing ».¹ (Ame, 2013, p. 152) Elle fait donc mention des conséquences que présente cette situation pour les filles et donne les raisons pour lesquelles le mariage des enfants devrait être interdit. Ce type de mariage est souvent considéré comme forcé, puisqu'il est organisé par la famille de l'enfant et se fait sans le consentement de ce dernier.

¹ Traduction libre : Tout mariage avant l'âge de 18 ans, soit avant l'âge où l'état physique, physiologique et mentale des filles devrait être suffisamment développé pour qu'elles soient prêtes à assumer les responsabilités du mariage et les conditions liées à la grossesse.

Le mariage des jeunes filles de moins de dix-huit ans est interdit selon la Convention relative aux droits de l'enfant, même si cela n'est pas explicitement énoncé. En effet, on y affirme dans l'article 24(3) que « les enfants doivent être protégés contre toutes les activités qui pourraient porter préjudice à la santé de l'enfant, tel que le mariage forcé ». (Nations Unies, 1989) De plus, l'article 16(2) de la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies stipule que « le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux » (UNFPA, 2012), ce qui devrait protéger toute personne de se marier contre son gré.

Soulignons qu'une ONG s'entend, selon l'article 71 de la Charte des Nations Unies, d'une « organisation de constitution privée, c'est-à-dire créée par des personnes physiques ou morales relevant du droit privé, et non d'un décret ou d'un traité entre États ». (Pech & Padis, 2004, p. 8) Une ONG est donc une organisation à but non lucratif créée par la société civile, qui la rassemble également, en se ralliant à des causes de type humanitaire sans frontières. Elle vise surtout les causes de développement. Elle ne relève pas d'une initiative gouvernementale et doit avoir une utilité sociale. (Pech & Padis, 2004) Nous en considérons l'importance accrue dans le cadre de la question du droit des enfants puisqu'elle a un impact considérable sur les enjeux de politique globale.

De plus, les ONG s'associent souvent avec les organisations internationales gouvernementales pour traiter de ces enjeux, ce qui leur donne encore plus de poids. Par exemple, l'organisation internationale gouvernementale œuvrant pour le droit des enfants la plus connue, l'UNICEF, a de nombreux partenariats avec des ONG de partout à travers le monde, tant

des pays industrialisés qu'en voie de développement, afin d'enrayer le problème du mariage des enfants. À ce jour, il y a des centaines d'organisations non gouvernementales qui luttent contre le mariage des enfants, partout dans le monde. Chacune de ces organisations a des stratégies précises et des projets uniques. La société civile occupe un rôle majeur qu'on ne devrait pas négliger dans l'élaboration de solutions pour faire face au mariage des enfants : « The civil society can be a major force in securing survival, development, protection and participation of children; and in assuring quality and sustainability of social services, as they have direct engagement with the people. »² (South Asian Alliance of Grassroots, 2014, p. 21) Cela décrit exactement la situation des ONG au Bangladesh depuis l'indépendance du pays en 1971.

Le rôle des ONG au Bangladesh

Le Bangladesh est un cas extrêmement intéressant, puisque les ONG s'y sont implantées dans un contexte bien précis et jouent un rôle très particulier dans sa société actuelle. Le Bangladesh est le pays où l'on retrouve le plus grand nombre d'ONG pour la superficie du territoire, ainsi que l'endroit où les ONG connaissent le plus de succès dans le monde (Siddiquee & Faruqi, 2009). Actuellement, il y a environ 22 000 ONG, de tailles et de buts variés, qui opèrent activement dans ce pays (Hossain, 2006). Les ONG ont commencé à émerger après l'indépendance du pays, en 1971, et sont en partie responsables du développement et des avancées du pays (Mannan, 2015). En effet, le Bangladesh, complètement décimé par la guerre de libération contre le Pakistan, était particulièrement fragile et des organisations non gouvernementales ont commencé à s'installer localement puisque les conditions étaient favorables à leurs actions. Pour ces organisations, il s'agissait d'un nouveau marché et il y avait

² Traduction libre : La société civile se veut une puissance indispensable à la survie, au développement, à la protection et à la participation des enfants; en plus d'assurer la qualité et la pérennité des services sociaux, puisqu'elle bénéficie d'un lien direct avec la population.

beaucoup de progrès à réaliser. De plus, leur émergence a été facilitée par le fait que le gouvernement du Bangladesh a accueilli favorablement la présence de ces dernières afin qu'elles puissent apporter une aide précieuse au développement de l'État nouvellement indépendant. Les ONG, ayant davantage de ressources et d'appui provenant de sources extérieures, sont rapidement devenues plus puissantes économiquement et politiquement que le gouvernement national. Les ONG ont commencé à avoir une influence de plus en plus grande et à se substituer graduellement au gouvernement qui n'arrivait pas à remplir ses fonctions de base. Les ONG sont aujourd'hui vues comme un « gouvernement parallèle » (Siddiquee & Faruqi, 2009).

Malgré ce fait, les ONG et le gouvernement entretiennent quand même une relation collaborative (Haque, 2002). Ceci amène le gouvernement à ne plus se sentir responsable de prendre en main certains problèmes dans le pays et ne plus assurer la prestation de certains services. Il délaisse donc ses responsabilités, car il s'attend que les ONG se chargent du fonctionnement du pays et jouent le rôle que le gouvernement devrait mener (Haque, 2002). Un autre problème est le fait que les ONG ne soient pas actives dans toutes les régions du pays. Bien qu'elles réussissent à exercer leur influence sur environ 90% du territoire (Siddiquee & Faruqi, 2009), il leur est difficile d'agir dans le reste du pays à cause de l'inaccessibilité de ces régions qui se composent de villages extrêmement pauvres, mais qui constituent aussi des endroits où les cas extrêmes de violation des droits de la personne ont lieu, comme le mariage forcé des jeunes filles. Ces régions sont donc laissées à elles-mêmes puisque le gouvernement est incapable de s'en occuper et se délaisse de cette problématique. Il s'agit d'un enjeu important en ce moment au Bangladesh, car il est essentiel pour le gouvernement d'assurer l'accès à ces endroits reculés.

Par conséquent, les causes du mariage des jeunes filles sont encore plus profondément ancrées dans ces régions difficiles d'accès où ni le gouvernement ni les ONG n'agissent.

Causes du mariage forcé des jeunes filles

Afin d'étudier les stratégies employées par les ONG pour enrayer le mariage forcé des jeunes filles, il est important de citer les principales causes menant à cette pratique dans plusieurs régions du monde, dont au Bangladesh. Il y a deux types de causes qui expliquent le mariage des jeunes filles, soit les causes économiques, ainsi que les causes culturelles et religieuses. C'est vraiment la combinaison de ces causes qui crée le problème et qui le rend si difficile à régler.

D'abord, il semble évident que ce problème soit lié à la pauvreté et cela explique que le Bangladesh soit un endroit où le mariage forcé des jeunes filles représente une pratique répandue. En effet, au début des années 2000, 45% de la population en Asie du Sud vivait sous le seuil de la pauvreté et cette région est l'une où les écarts entre les revenus des personnes sont les plus élevés. (O'Kane, 2002) Les parents de familles pauvres préfèrent donc que leurs filles se marient le plus tôt possible afin d'enlever un poids financier à la famille et également pour leur assurer un avenir plus prometteur. De plus, dans certains pays, comme au Bangladesh, la dot que les parents doivent verser à la famille de l'époux augmente avec l'âge de la fille, d'où l'importance de les marier très jeune. (Smith, 2012) De plus, lorsque les parents n'ont pas les moyens financiers pour envoyer leur fille à l'école, la meilleure option semble alors de la marier afin qu'elle puisse subvenir à ses besoins.

Une autre cause, qui reste liée à l'aspect économique, est associée aux catastrophes naturelles. En effet, dans un pays comme le Bangladesh, il n'est pas rare de voir des inondations, des tremblements de terre et autres catastrophes naturelles se produire. Les maisons, infrastructures et autres installations n'étant pas très solides, il en résulte que des villages entiers sont souvent détruits à la suite de ces phénomènes incontrôlables. Cela mène à un appauvrissement des populations de façon plus intense, rendant les enfants et surtout les filles encore plus vulnérables. (Human Rights Watch, 2015) Il devient évident que les filles, étant donné qu'elles ne sont plus à l'abri, sont encore plus exposées car elles risquent davantage d'être agressées publiquement. Les familles tendent donc à vouloir encore plus marier leurs filles dans ces circonstances malheureuses. En outre, s'il survient une catastrophe naturelle quelque part au pays, cela ralentit les efforts et les projets des ONG qui y travaillent. La priorité se tourne vers la reconstruction du village, et non plus sur des causes sociales comme la lutte contre le mariage des jeunes filles. (Human Rights Watch, 2015)

Cependant, même si les causes économiques demeurent importantes, si les parents n'ont pas une bonne estime de leurs jeunes filles et sont prêts à les donner en mariage parce qu'ils font face à une extrême pauvreté, c'est surtout lié à des traits culturels et des croyances religieuses. Autrement, les familles pourraient trouver d'autres solutions pour survivre. Comme décrit plus haut, il y a une conception générale du rôle que doivent occuper les filles dans la société bangladaise, soit celui d'épouse et de mère. (Crewe, 2010) Ceci explique pourquoi les familles poussent les jeunes filles à se marier avant même d'avoir atteint l'âge adulte ; elles doivent d'abord s'occuper de la maison et des enfants. Elles ne sont pas destinées à un avenir professionnel. C'est pourquoi elles n'ont souvent pas la possibilité de fréquenter l'école et

d'envisager des études supérieures ou un emploi professionnel. Dans le cas du Bangladesh, on peut expliquer cela par la structure patriarcale de la société. En effet, c'est l'homme (ou l'époux) qui décide principalement de ce que fera la femme et celle-ci n'a pas de choix quant à son avenir. (Field & Ambrus, 2008) Toujours dans la vision culturelle du mariage, en Asie du Sud, les mariages sont traditionnellement organisés par la famille et il est très rare que les personnes puissent choisir elles-mêmes leurs époux ou épouse. Par exemple, dans l'hindouisme, les mariages sont souvent perçus comme une forme d'alliance, si on peut dire, stratégique entre deux familles. (Caldwell, 2005) Il est aussi important de souligner que plus on se retrouve dans des régions rurales, plus cette conception culturelle liée au genre est solidement ancrée et difficile à changer. Cela peut être expliqué par un manque d'éducation qui incite à garder une conception traditionnelle et conservatrice des idées prédominantes. Il est donc traditionnellement normal que la fille se marie très jeune, puisque c'est la coutume dans ces cultures.

Par ailleurs, dans certaines religions, la fille doit absolument être mariée dès qu'elle atteint l'âge de la puberté. Cela est dû au fait que tout contact avec les garçons à partir de la puberté est vu comme un acte sexuel. La fille doit bien entendu demeurer pure et vierge jusqu'au mariage, selon les croyances culturelles et religieuses. Le mariage des jeunes filles a donc pour but de s'assurer que celles-ci ne sont pas soumises à des contacts perçus comme étant sexuels avant qu'elles soient mariées, ce qui entraînerait une stigmatisation énorme et une honte pour la famille. (Mohajan, 2014) La fille serait par la suite extrêmement difficile à marier. Si on reprend l'exemple de l'hindouisme, il n'est pas bien vu que la fille ne soit pas mariée lorsqu'elle atteint l'âge de la puberté, selon les croyances traditionnelles. (Caldwell, 2005) Il est important de comprendre que les parents croient sincèrement qu'il s'agit de la meilleure option pour leurs

filles, puisque les familles ont peur qu'elles soient stigmatisées si elles agissent de façon contraire aux traditions. Ce n'est alors pas par méchanceté ou parce qu'ils ont une mauvaise intention qu'ils le font. Il s'agit plutôt de quelque chose de normal et accepté dans plusieurs sociétés. Les parents veulent s'assurer que leurs filles ont une chance de vivre une vie prometteuse et donc considèrent qu'il s'agit de la meilleure façon d'y arriver. Les causes culturelles expliquent que le problème soit placé dans le cadre d'un enjeu culturel. Celles-ci illustrent bien la difficulté d'enrayer le mariage des enfants, d'où l'importance d'établir des stratégies touchant spécifiquement à cet aspect. Toutes ces causes économiques et culturelles mènent bien entendu à plusieurs conséquences néfastes pour la vie d'une jeune fille.

Conséquences du mariage forcé des jeunes filles

Le mariage forcé des jeunes filles entraîne des conséquences très graves à plusieurs égards qui méritent d'être mentionnées. Ces conséquences soulèvent par ailleurs l'importance de mettre fin à cette pratique partout dans le monde afin que chaque fille puisse jouir de son enfance et, si elle désire se marier, librement choisir son époux. D'abord, il existe des conséquences liées à la santé des filles, à laquelle celles-ci ont aussi droit en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant. (Nations Unies, 1989) Lorsque les filles se marient, on s'attend à ce qu'elles deviennent mères peu de temps après et le risque de vivre une grossesse difficile en raison du jeune âge est omniprésent. (Smith 2012) Le corps d'une fille de quinze ans par exemple n'est parfois pas prêt à mettre un enfant au monde, et le risque de mortalité à la fois pour la mère et pour l'enfant est malheureusement très élevé. Comme le mentionne un rapport de l'UNICEF cité dans le texte de Smith : « If a mother is under 18, her baby's chance of dying in the first year of

life is 60 per cent higher than that of a baby born to a mother older than 19 ».³ (Smith, 2012, p. 537) De plus, le risque de contracter des maladies transmises sexuellement est élevé pour la jeune fille, qui n'a reçu aucune forme d'éducation sexuelle que ce soit. Les fillettes ont des relations sexuelles non protégées avec leurs époux qui sont plus expérimentés ou même polygames.

La fille peut aussi être victime de violence de la part de son époux, puisqu'elle n'a aucune forme de pouvoir face à ce dernier. Le taux de violence domestique et sexuelle est particulièrement élevé chez les filles forcées à se marier. (Sekhri & Debnath, 2014) Finalement, le mariage forcé peut avoir des conséquences néfastes sur la santé mentale et la psychologie de l'enfant, puisque la fillette peut avoir tendance à s'isoler et être dépressive en occupant son nouveau rôle de mère au foyer et d'épouse avec un homme beaucoup plus âgé qu'elle. (Nour, 2009) C'est donc imposer d'énormes responsabilités à une fillette qui n'est pas prête mentalement et physiquement à les assumer. (UNFPA, 2012) Malheureusement, le manque d'éducation vient souvent justifier le fait que ces dangers pour la fille ne sont pas pris en considération par les familles. La plupart des personnes ignorent ces conséquences.

Aussi, pour ce qui est des conséquences sociales, on doit penser par exemple au fait que lorsque la fille devient une épouse et une mère, elle doit au même moment abandonner l'école. Cela vient contribuer à l'enlèvement de la famille et de la communauté dans la pauvreté. De plus, on remarque qu'une telle situation crée un cercle vicieux. En effet, les enfants dont les parents n'ont pas fréquenté l'école ne sont pas incités eux-mêmes à le faire. Cela semble logique.

³ Traduction libre : Le risque de mortalité d'un enfant lors de la première année de la naissance est 60% plus élevé lorsque la mère est âgée de moins de 18 ans.

D'autre part, lorsque les parents sont éduqués, surtout les mères, les enfants auront tendance à fréquenter l'école plus longtemps et donc avoir un avenir plus prometteur. (Sekhri & Debnath, 2014) D'où l'importance d'investir dans le capital humain, notamment en misant sur l'éducation dans la vie d'un enfant pour émerger de la pauvreté et être en mesure de prendre ses propres décisions quant à son avenir. C'est une conséquence intergénérationnelle qui sera prise en compte.

Le mariage forcé des jeunes filles contribue à la discrimination et à la stigmatisation de la femme en général et perpétue le modèle traditionnel familial dans lequel la femme n'a qu'un rôle de mère et d'épouse. (Smith, 2012) C'est donc dire que le mariage des jeunes filles empêche celles-ci de s'émanciper et de se définir autrement que par les modèles culturels prédéfinis qui tendent à attribuer un statut à la femme sans que celle-ci soit d'accord ou non. Les discriminations basées sur le genre sont donc une conséquence, de même qu'une cause, du mariage des filles puisque ces discriminations continueront à se perpétuer tant et aussi longtemps que celles-ci seront réduites à des rôles construits par la société.

Le mariage empêche les jeunes filles d'atteindre leur plein potentiel, d'être autonomes, responsables et en pleine santé. (UNFPA, 2012) Ce sont les diverses études réalisées sur les pratiques néfastes comme le mariage forcé des enfants dans les pays en voie de développement qui ont poussé les grandes organisations internationales, comme les Nations Unies, à instaurer des droits précis propres à cette catégorie de personnes. La prise de conscience que ces activités peuvent mener à des conséquences intergénérationnelles nuisant au développement des sociétés a sans doute contribué aussi à l'adoption de textes légaux pour protéger leur statut. En effet, les

enfants représentent des êtres vulnérables, surtout les filles, et leurs droits méritent d'être protégés et spécifiés à travers des conventions internationales reconnues par les États.

Histoire des droits des enfants

Pour bien comprendre le problème du mariage des jeunes filles, il est aussi important de se pencher sur le rôle de l'enfant dans la société bangladaise. Il convient avant tout de mentionner que les enfants ne sont pas tous vus de la même façon à travers le monde. Notre conception occidentale accorde une place majeure à l'enfance, puisqu'il s'agit d'une phase déterminante pour le développement cognitif et personnel de l'être humain. Toutefois, dans d'autres cultures, l'enfance n'est tout simplement pas une phase et donc la conception de l'enfant varie grandement de la définition que l'on connaît dans le monde occidental. C'est donc dire que l'enfant, dans certaines parties du monde, n'a pas de droits officiels. Il y a aussi des divergences quant à l'âge auquel l'enfant devient adulte. Par exemple, au Bangladesh, le passage à l'âge adulte est marqué par l'âge où l'enfant atteint la puberté, donc environ douze ans pour la fille et quinze ou seize ans pour le garçon, tandis que dans les pays occidentaux, ce passage se fait à l'âge de dix-huit ans. (Mohajan, 2014)

C'est autour des années 1970 que les enfants ont commencé à avoir un statut plus officiel dans certaines communautés et que l'enfance devint une étape à proprement parler. (Cho, 2014) De plus, avant les années 1990, la notion d'enfant et ses droits se définissaient plutôt à l'échelle nationale, c'est-à-dire qu'elle était propre à chaque État. Par la suite, on a eu tendance à vouloir trouver une définition internationale qui s'appliquerait à tous les enfants du monde et leur assigner des droits communs visant à les protéger à l'échelle mondiale. C'est ainsi qu'en 1989

l'Organisation des Nations Unies a établi la Convention relative aux droits de l'enfant qui s'appliquerait à tous les pays ayant signé et ratifié ce traité international. Fait intéressant : il s'agit du traité le plus largement signé et ratifié au monde. (Crewe, 2010) Seulement deux pays ne l'ont pas ratifié, soit les États-Unis et la Somalie. (Dhellemmes, 2010) Lors de la ratification du traité, les pays en voie de développement ont commencé à observer les pays industrialisés, les incitant à vouloir perfectionner leurs idées quant à l'importance de l'enfance dans le développement des politiques publiques, par exemple en ce qui concerne la santé, l'éducation et la sécurité. (Cho, 2014) On remarque aussi que le niveau de développement d'un pays correspond au bien-être des enfants. Les enfants ont davantage de droits et de privilèges dans les pays industrialisés qu'en voie de développement.

La difficulté d'implanter des droits pour les enfants peut être expliquée par la situation économique difficile, la pauvreté et les points de vue culturels variés. La plupart des pays qui négligent les droits des enfants ont pourtant signé la Convention relative aux droits de l'enfant alors que les gouvernements semblaient avoir de bonnes intentions concernant sa mise en œuvre. Toutefois, c'est souvent dans les mécanismes et politiques qui sont implantés qu'on a du mal à faire respecter les droits de l'enfant. Le problème est probablement que, même si les gouvernements sont favorables à la reconnaissance de droits aux enfants, les familles ont bien souvent une conception différente de l'enfant. Les familles ne sont parfois pas au courant de l'existence même de ce traité et donc du fait que les enfants ont des droits qui leur sont propres, souvent à cause du manque de conscience sociale. (Mohajan, 2014)

En outre, puisqu'il s'agit d'un aspect très culturel, il est difficile de faire changer la vision de l'enfant malgré l'existence d'un traité international relatif à ses droits. C'est également ce qui explique que les filles ont souvent moins de droits que les garçons. La définition que l'on accorde à l'enfant varie vraisemblablement selon le sexe de celui-ci. La fille sera vue d'une certaine manière, et le garçon d'une autre, et souvent ce sont les garçons qui auront davantage de droits que les filles vu les différents rôles que leur attribue la société en place. La discrimination des jeunes filles s'opère dans une optique culturelle. (Crewe, 2010) La vision qu'ont les communautés quant au rôle des jeunes filles, par exemple, se développe dans une perspective complètement isolée de la notion de droit. Il s'agit seulement de penser au fait que la fille doit être d'abord et avant tout une future épouse et une mère de famille, et tous les moyens doivent être mis en œuvre pour concrétiser cette notion, sans que la question des droits soit abordée. Les définitions sont associées aux rôles que l'on accorde à chaque genre. On définit souvent les enfants selon le rôle qu'ils occuperont plus tard dans la société, et celui-ci est typiquement culturel :

The developmental idea is that as children grow, they act and interact in relevant culturally mediated systems, which determine the values, concepts, and practices in their lives. These values, concepts, and practices are created in discourse and, thus, build in relation to the specifics of every day life. (Daiute, 2008, p. 706)

On a aussi tendance à penser aux enfants d'un point de vue utilitariste. En effet, on veut que les enfants se rendent utiles, participent à la vie familiale et contribuent à l'aspect financier immédiatement. C'est pourquoi on insiste souvent pour que l'enfant travaille ou que la fille se

marie, en négligeant l'école et la future vie professionnelle. Il s'agit souvent d'une question de survie à court terme, lorsque la famille vit dans une extrême pauvreté. Or, le travail des enfants, ainsi que le mariage forcé sont des aspects pourtant proscrits par la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies.

Finalement, pour comprendre notre enjeu, il convient de mentionner que ce sont les familles qui prennent les décisions pour leurs enfants et qui en sont responsables. (Daiute, 2008) La famille doit assurer le bien-être et la protection de l'enfant. Or, nous verrons que c'est d'abord et avant tout la famille qui prend la décision de marier leurs jeunes filles pour diverses raisons qui furent précédemment évoquées. Comme ce sont les familles qui se chargent de décider pour leurs enfants, et que les institutions du Bangladesh, ainsi que l'état de la gouvernance dans le pays, sont des éléments faibles, les droits des enfants ne sont pas protégés de façon adéquate dans ce pays.

L'insuffisance de la dimension légale concernant le droit des enfants

Une des affirmations qui sera avancée dans le cadre de ce travail concerne l'insuffisance des lois entourant le mariage des enfants. Il est important de souligner cela pour deux raisons. Premièrement, cette insuffisance des lois est liée au fait que les mentalités sont profondément ancrées dans la société du point de vue culturel. Ainsi, les familles trouvent des façons de contourner les lois, selon leurs mentalités en pensant qu'il s'agit de la bonne solution pour assurer un avenir prometteur à leurs filles. Deuxièmement, cela démontre que le gouvernement bangladais et ses institutions chargées de faire respecter le droit et les lois sont faibles et

inefficaces, et que son engagement est malgré tout nécessaire pour enrayer le mariage des jeunes filles dans le pays.

Bien que le Bangladesh ait signé la plupart des conventions et traités internationaux les obligeant à protéger les droits de la personne, le statut de la femme, l'égalité des sexes et empêcher la discrimination et les pratiques violentes et dégradantes pour la femme, cela ne semble pas être suffisant, puisque le pays ne respecte pas du tout ses engagements. Il est extrêmement surprenant d'apprendre que le Bangladesh a rendu le mariage des enfants illégal en 1929. (Human Rights Watch, 2015) En principe, cette loi fixe l'âge légal pour le mariage à dix-huit ans pour les filles et vingt-et-un ans pour les garçons, ce qui démontre une fois de plus que les filles et les garçons ne sont pas traités de la même façon. (Ame, 2013) De plus, le pays a signé la Convention des droits de l'enfant des Nations Unies en 1959, visant à accorder plusieurs droits aux enfants et réduire les activités qui contraignent leur émancipation, comme le mariage. Il a aussi ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Au point de vue national, le Bangladesh a instauré le Children's Act en 1974, le Child Marriage Restraint Act en 1929, qui rend le mariage des individus âgés de moins de dix-huit ans illégal, ainsi que le Domestic Violence (Prevention and Protection) Act en 2010. (Ame, 2013)

Logiquement, il y a plusieurs raisons qui expliquent l'inefficacité de la dimension légale du droit des enfants dans un pays comme le Bangladesh. D'abord, il y a bien entendu une insuffisance de l'action gouvernementale quant au respect de ces textes nationaux et

internationaux. L'État ne parvient pas à faire respecter les lois internationales, en plus de ses propres lois à l'intérieur de son territoire. Les instances chargées de faire respecter les lois, incluant les policiers et les juges, ne sont pas des autorités fortes et n'accomplissent pas leur travail de façon adéquate. Au Bangladesh, les femmes n'ont pas confiance au système juridique de leur pays, rendant difficiles toutes dénonciations de violence ou d'abus de la part de leur famille ou époux. (Human Rights Watch, 2015) En outre, les familles ont acquis des techniques pour cacher les mariages de leurs filles. Par exemple, les parents créent de faux certificats de naissance attestant que leur fille est plus vieille qu'elle ne l'est réellement, ou ne déclarent pas les mariages de façon légale et civile. (Ame, 2013) Il devient encore plus difficile pour l'autorité en place de punir ces parents dans ces circonstances particulières, puisqu'elle manque de preuves pour décerner des sanctions et n'a pas l'appui ou les ressources nécessaires pour enquêter sur ces cas. Il faudrait donc remédier à ce problème en trouvant une façon de mieux contrôler les documents officiels par exemple.

Ces raisons servent à montrer à quel point il est primordial que le gouvernement, soit le seul intervenant pouvant faire respecter la primauté du droit, assume pleinement son rôle dans la lutte au mariage des jeunes filles. Il faut absolument qu'il soit intégré dans les stratégies des ONG, pas seulement en leur permettant de mener des activités dans le pays, mais en étant aussi actif et proactif. Il doit mener des actions concrètes, comme donner une meilleure formation aux policiers pour faire appliquer la loi, imposer des sanctions sévères aux contrevenants, ou faire comprendre à la population que cette pratique doit absolument être abolie, pour le bien des enfants et des femmes.

Finalement, la dimension légale est inefficace et insuffisante également parce que les coutumes et les croyances des Bangladais vont au-delà des lois destinées à empêcher les familles de marier leurs enfants à un très jeune âge. Comme le souligne Mungle : « Culture, custom, religion and lifestyle, and many other things, have affected the perception and definition of rights. »⁴ (Mungle, 2012, p. 149) Les ONG qui opèrent directement sur le terrain sont extrêmement utiles pour conscientiser et éduquer les familles et les communautés. Elles doivent continuer à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement du Bangladesh pour mettre fin à cette pratique culturelle.

Revue des diverses stratégies d'ONG

Maintenant que les principaux aspects liés aux droits des enfants et au mariage des enfants au Bangladesh ont été abordés, passons en revue la documentation concernant les stratégies des ONG, afin de savoir comment elles ont pris cet enjeu en main.

Les textes qui abordent le mariage des enfants se concentrent davantage sur les causes et conséquences, mais très peu sur les solutions pour y mettre fin. (Caldwell, 2005; Nour, 2009; Sekhri & Debnath, 2014) De plus, les auteurs ne s'attardent pas au rôle des ONG dans le problème du mariage des enfants spécifiquement. C'est plutôt dans les rapports publiés par les ONG elles-mêmes qu'on retrouve les pistes de solutions envisageables. Les textes qui abordent les types de stratégies des ONG ne se concentrent pas sur le mariage des jeunes filles, mais plutôt sur les enjeux sociaux de développement en général. La documentation n'est donc pas abondante sur ce thème précis.

⁴ Traduction libre : La culture, les traditions, la religion et le mode de vie, ainsi que plusieurs autres éléments, ont affecté la perception et la définition des droits.

Il semble se dégager un consensus dans la documentation sur le rôle des ONG au Bangladesh voulant que celles-ci travaillent de pair avec le gouvernement national pour parvenir aux meilleurs résultats possibles. Comme le souligne plusieurs documents, la collaboration entre le gouvernement du Bangladesh et la société civile regroupant les nombreuses organisations non gouvernementales est souhaitée. (Ame, 2013 ; Ahmad, 2006 ; Schapper, 2017) En effet, il est essentiel que le gouvernement joue un rôle de premier plan et fasse du mariage des enfants un enjeu national et défende cette cause dans ses politiques publiques. Le fait que le gouvernement prenne le problème en main mènera à des résultats durables, puisqu'il pourra continuer de faire son travail même si les ONG quittent le pays. (Schapper, 2017) Bien qu'on s'attende à ce que le gouvernement assume son leadership pour enrayer le mariage des jeunes filles, les ONG ont aussi un rôle extrêmement important à jouer, en raison de la faiblesse de la gouvernance du pays et de ses institutions. Le gouvernement est incapable de régler le problème à lui seul.

En ne mentionnant pas directement l'enjeu du mariage des jeunes filles, certains auteurs expliquent quand même comment les ONG s'y prennent pour donner plus de pouvoir aux femmes (« women empowerment ») en donnant des exemples de programmes qui ont eu des résultats favorables. Les programmes sociaux au Bangladesh sont principalement ceux mis en place par les ONG locales et internationales, pour faire valoir les droits des enfants et des femmes et pour viser l'égalité des sexes. Les programmes d'éducation sont très populaires, ainsi que les ateliers et les formations visant à sensibiliser les adolescentes, mais également les familles, aux dangers des pratiques violentes envers les jeunes filles. (Ame, 2013 ; Haque, 2002 ; DeJaeghere & Wiger, 2013 ; Schapper, 2017 ; White, 2015) Les stratégies de conscientisation («

awareness strategies ») sont probablement les plus populaires auprès des ONG pour enrayer le mariage des jeunes filles, et veillent à ce que les populations se sensibilisent à l'importance des droits des enfants. Les stratégies d'éducation incluent également l'éducation sexuelle des adolescentes, ainsi que des ateliers sur la manière de gérer ses finances et faire un budget, en plus de l'acquisition de compétences utiles comme les stratégies de négociation et prise de décision. (Ame 2013 ; White, 2015 ; Schapper, 2017 ; Haque, 2002) On souligne l'importance d'intégrer les garçons dans ce genre d'activités, afin de démontrer que tous les enfants, peu importe leur sexe, sont égaux et ne pas accentuer les stéréotypes et les différences liés au genre. L'auteur Ame mentionne aussi le « Female Stipend Program » lancé en 1994 par le gouvernement du Bangladesh, qui accorde un certain montant d'argent aux filles qui ne sont pas mariées avant l'âge de dix-huit ans ou avant d'avoir complété leur certificat d'études secondaires. (Ame, 2013) Cela semble avoir eu des effets positifs, puisque l'avancement du programme est corrélé avec la baisse du taux de jeunes filles mariées dans le pays. White parle également d'un programme initié par l'ONG internationale *Save the Children* appelé le groupe *Kishoree Kontha* (KK) qui suivait sensiblement la même stratégie, soit de donner une allocation financière aux jeunes filles qui ne se mariaient pas avant d'avoir atteint l'âge adulte. (White, 2015) On peut comprendre qu'en misant sur des stratégies sociales et politiques, ainsi que sur des stratégies d'ordre économique visant l'indépendance financière de la femme, les ONG espèrent changer les mentalités et les pratiques culturelles dégradantes ou dangereuses pour les filles. C'est le lien logique qu'on peut faire entre les causes culturelles et les solutions sociales.

La théorie du changement

La théorie du changement est la théorie par excellence des ONG qui désirent produire des résultats positifs et concrets dans la société où elles entreprennent leurs actions. (DeJaeghere & Wiger, 2013) Grâce à leurs initiatives, *Girls Not Brides*, *Population Council* (projet *BALIKA*) et *Care* (projet *Tipping Point*) ont toutes les trois produit leur propre théorie du changement afin de mener à bien leurs activités. La théorie du changement mise en place par *Girls Not Brides* lors du déploiement de son initiative globale est par ailleurs la mieux développée. L'organisation l'a personnalisée à la problématique du mariage des enfants, tout comme l'a fait *Population Council*, mais en incluant aussi l'aspect de l'action gouvernementale et l'importance des politiques publiques, ce qu'a omis le projet *BALIKA* dans sa théorie du changement. La théorie présentée par *Care* est encore moins détaillée, mais reste quand même intéressante puisqu'elle mise sur l'égalité de participation entre les filles et les garçons dans son projet. Quoi qu'il en soit, la théorie du changement de *Girls Not Brides* sera plus amplement présentée dans le cadre de cette étude, puisqu'elle est plus détaillée et globale.

La théorie du changement de *Girls Not Brides* découle d'un problème, qui est bien entendu le mariage des jeunes filles, dont les conséquences sont désastreuses à bien des égards comme on l'a vu plus haut. S'ensuit une stratégie d'accélération du changement, qui sera aussi illustrée. Celle-ci décrit brièvement la nécessité de faire des efforts soutenus à long terme au niveau national, régional et international pour régler le problème, ainsi qu'une collaboration étroite entre les communautés sur le terrain. Ensuite, on verra la stratégie plus amplement divisée en quatre approches, qui sont d'autant plus pertinentes dans le cadre de notre étude.

La théorie du changement de *Girls Not Brides* fut choisie, puisque les quatre approches englobent réellement l'ensemble des stratégies qui peuvent être mises en place par les ONG dans leurs activités sur le terrain. Comme il est indiqué : « Dans le cadre de cet effort, *Girls Not Brides* a élaboré une “Théorie du changement sur le mariage des enfants”, soit un diagramme visuel qui démontre l'éventail des approches nécessaires pour traiter le mariage des enfants et la façon dont ils se croisent. » (Girls Not Brides, 2016) Les quatre approches sont : autonomiser les filles (programmes visant leur participation et leur bien-être), mobiliser les familles et les communautés (pour changer les attitudes liées au mariage des enfants), mettre des services à la disposition des filles (destinés à leurs besoins spécifiques), mettre en place et appliquer des lois et des politiques adéquates (destinées à prévenir le mariage des enfants et soutenir les filles déjà mariées). (Girls Not Brides, 2016) Ces stratégies visent à produire des résultats positifs dans chacune de ces approches et avoir un impact concret dans la société où le changement social doit avoir lieu. Ces stratégies concordent effectivement avec celles décrites précédemment dans la littérature portant sur les actions des ONG de développement au Bangladesh.

Dans la théorie avancée par *Girls Not Brides*, la vision globale de l'organisation est celle-ci : « Un monde sans mariage des enfants, dans lequel les filles et les femmes jouissent du même statut d'égalité que les garçons et les hommes, et dans lequel elles sont en mesure de réaliser pleinement leur potentiel dans tous les aspects de leur vie. » (Girls Not Brides, 2016) En lisant cette vision, on peut bien évidemment se rendre compte que les hommes et les femmes, au Bangladesh, n'ont pas le même statut et ne sont pas traités de façon égale. Parmi les raisons qui tendent à renforcer ces inégalités, il y a les pratiques culturelles et la construction sociale que représentent les rôles associés au genre. Comme il est utile de le mentionner encore une fois, ce

n'est pas seulement les lois ou les problèmes économiques qui inciteront les familles à cesser de marier leurs filles.

Il s'agit donc d'un cadre idéal pour analyser les activités des ONG choisies pour ce travail. Même si elle est proposée par *Girls Not Brides*, cette théorie du changement peut aussi s'appliquer aux autres ONG qui œuvrent au Bangladesh pour enrayer le mariage des enfants. Certaines organisations peuvent décider de se concentrer sur une seule stratégie, donc une seule approche, ou encore en combiner plusieurs. Il est possible d'affirmer que les ONG qui combinent plusieurs approches dans une seule initiative auraient tendance à produire des résultats plus efficaces, car elles réussissent à joindre un plus grand nombre de gens et à s'attaquer à plusieurs aspects du problème. Toutefois, il semble évident que les programmes doivent aussi être de qualité afin d'être efficaces. Il y a donc plusieurs façons d'analyser les initiatives d'ONG. Dans le cadre de ce travail, on verra en quoi les initiatives se lient à la théorie du changement et ses diverses approches.

De plus, le rapport du projet *BALIKA* qui sera utilisé dans ce travail aborde aussi la question des stratégies mises en place par les ONG de façon générale. Le rapport affirme que : « The main programmatic strategies used to increase age at marriage have been: (1) awareness-raising and education subsidies at the individual and community level, (2) promoting schooling success through interventions such as tutoring/mentoring, school supplies, and uniforms, (3) promoting girls' livelihoods, and (4) gender-rights awareness. » (Population Council, 2016, p. 9) Cela rallie sensiblement les mêmes stratégies et approches que *Girls Not Brides*. Le rapport

indique aussi que la plupart du temps, les organisations combinent diverses stratégies dans leur approche pour contrer le mariage des jeunes filles. (Population Council, 2016)

La théorie du changement sera utilisée aussi parce que la littérature disponible offre peu d'options pour le cadre théorique. Il n'y a pas tant d'auteurs qui se concentrent sur l'action des ONG au Bangladesh pour enrayer le mariage des jeunes filles, d'où l'idée d'utiliser les documents fournis par les ONG elles-mêmes.

Question et hypothèses de recherche

Dans le cadre de ce travail de recherche, il s'agira de proposer une réponse à la question suivante, confirmant ou infirmant ainsi l'hypothèse de départ : Quelles sont les stratégies mises en place par les ONG pour contrer le mariage des jeunes filles au Bangladesh?

L'hypothèse de ce travail est que le mariage des jeunes filles s'inscrit dans une perspective culturelle et que les stratégies d'ONG s'orientent sur cet aspect, mais de façon implicite. Il s'agit d'une hypothèse de contournement culturelle qui est mise en place par les ONG. Les ONG veulent que les mentalités changent. Toutefois, comme elles veulent la collaboration des intervenants locaux, elles ne le précisent pas explicitement. Les stratégies des ONG au Bangladesh sont socio-politiques et se font à deux niveaux. Trois cas seront illustrés et analysés afin d'appuyer cette hypothèse. D'abord, dans le domaine politique, l'initiative de *Girls Not Brides* vise à pousser le gouvernement du Bangladesh à accélérer la fin de la pratique. L'État est donc un premier élément primordial, puisqu'il détient l'autorité et doit être l'instance qui fait respecter la loi et qui véhicule les bonnes valeurs et les pratiques à adopter. Ensuite, au niveau

social, les ONG travaillent directement sur le terrain, avec les filles, les familles et les communautés pour que le mariage des enfants soit aboli. Elles misent sur l'éducation, la conscientisation et l'autonomisation des femmes (« women empowerment ») pour y arriver. Ce type de stratégie sociale sera illustré par les projets *BALIKA* et *Tipping Point*. Ainsi, c'est réellement une combinaison de ces deux types de stratégies qui pourra peut-être mettre fin à cette pratique culturelle dégradante pour les filles.

Finalement, on ne peut pas comprendre le problème du mariage des jeunes filles au Bangladesh sans connaître et analyser l'action des ONG, puisqu'elles assument une présence prépondérante dans le pays étant donné que le gouvernement bangladais, lorsque laissé à lui-même, ne parvient pas à remplir son rôle d'autorité légitime. Les ONG agissent comme un « gouvernement parallèle » au Bangladesh, et sont donc absolument nécessaires pour mettre fin au mariage des jeunes filles dans ce pays (Siddiquee & Farqi, 2009).

Méthodologie et données

Afin de répondre à la question de recherche ci-dessus et confirmer notre hypothèse de départ, il s'agira d'analyser un corpus rassemblant les rapports des trois initiatives d'ONG qui ont été choisis, ce qui constitue des sources secondaires, mais directement produites par les ONG qui ont œuvré sur le terrain. Ces rapports décrivent en détail les stratégies et les actions entreprises par les ONG qui nous intéressent. Pour le projet *BALIKA* qui est déjà terminé, le rapport présente aussi une évaluation des résultats du projet et les raisons expliquant son succès. Il fut noté que les ONG évitent de dire que leurs projets ont échoué et se concentrent plutôt sur les effets bénéfiques de leurs actions sur la population ciblée. Il est donc intéressant d'avoir accès

à ce genre de rapport, mais il faut également rester critique par rapport à ceux-ci. Il s'agira de présenter une analyse de ces rapports et des stratégies des ONG, à partir du cadre théorique qui fut élaboré précédemment. L'objet de ce travail ne sera donc pas de déterminer si les stratégies ont fonctionné ou pas, car il est difficile de faire l'évaluation d'une stratégie sans se rendre directement sur le terrain afin d'en mesurer les résultats, mais sera plutôt d'examiner la façon dont les ONG prennent en main l'enjeu culturel que représente le mariage des jeunes filles au Bangladesh.

D'abord, pour ce qui est de *Girls Not Brides*, le principal rapport consulté est « Enseignements tirés des initiatives nationales pour mettre fin au mariage des enfants - 2016 », puisqu'il y a une section d'environ une page qui aborde de façon spécifique le plan d'action national au Bangladesh et la stratégie de *Girls Not Brides* dans le pays. Un autre rapport intéressant publié par *Girls Not Brides* concerne la « Stratégie 2017-2020 », qui établit les priorités de l'organisation pour les trois prochaines années. Un rapport de *Population Council* intitulé « Delaying Child Marriage Through Community-Based Skills-Development Programs For Girl », comptant une cinquantaine de pages et décrivant principalement le projet *BALIKA* et les résultats, a également été consulté. En plus du rapport de *Care* sur son projet *Tipping Point*, intitulé : « Program Summary - Tipping Point: Digging Up the Roots of Child Marriage to Replant the Future », le site Web du *Tipping Point* de *Care* a été consulté pour produire cette analyse, puisque le rapport de *Care* était assez court et peu détaillé. Finalement, un dernier rapport de *Care* publié en 2015, « Vows of Poverty: 26 Countries Where Child Marriage Eclipses Girls' Education », aborde aussi le *Tipping Point* dans la section sur les actions de l'ONG au Bangladesh.

Il est à noter que les rapports sont tous très récents, soit de 2015 ou 2016. Cela est pertinent puisqu'ils nous permettent de connaître les dernières avancées dans le domaine et ce qu'il se passe actuellement au Bangladesh concernant les stratégies pour enrayer le mariage des jeunes filles. Toutefois, la lecture des rapports ne nous permet pas de tirer des conclusions bien précises quant aux résultats à long terme, à savoir si les stratégies ont réellement fonctionné et si le taux de mariage des enfants a diminué grâce à ces initiatives. Comme le taux de mariage des jeunes filles est actuellement en baisse dans le pays, on peut sans doute conclure qu'il y a une corrélation entre les actions des ONG dans le pays et le nombre de mariages des filles âgées de moins de dix-huit ans. Il est toutefois impossible d'établir un lien de causalité entre ces deux variables.

Il semble que le choix de ces initiatives repose en partie sur mon intérêt personnel et en partie sur le hasard. En effet, j'ai identifié ces ONG en fouillant les nombreux rapports et j'ai réalisé que leurs initiatives étaient extrêmement intéressantes et pertinentes à mon étude. *Girls Not Brides* est une initiative originale et promouvait la collaboration entre les diverses ONG internationales et locales, ce qui a attiré mon attention. L'ONG *Care* était une de celles que je connaissais le mieux, ayant effectué des recherches précédentes sur le travail de cette organisation. Enfin, l'initiative *BALIKA* fut découverte par hasard, mais elle fut choisie, car elle est différente de *Care*, étant de moindre envergure et locale, mais vise un peu les mêmes objectifs et touche aux mêmes types d'activités. Les trois initiatives représentent bien le travail des ONG qui luttent pour cet enjeu dans le pays en général. En effet, ayant consulté de nombreux rapports d'ONG, je me suis rendu compte que les stratégies sont presque toujours les mêmes et

les projets se ressemblent beaucoup. De plus, toutes les stratégies étaient très récentes, permettant d'identifier celles qui constituent les tendances actuelles. Il y a aussi moins de chance que celles-ci aient déjà été analysées dans des articles scientifiques.

Résultats et analyse

Les divers rapports des ONG choisies furent analysés en tenant compte des causes, surtout culturelles, du mariage des jeunes filles au Bangladesh, à l'intérieur du cadre théorique qui a été énoncé précédemment. La théorie du changement de *Girls Not Brides*, rappelons-le, vise un changement dans les mentalités dominantes pour atteindre l'égalité entre les filles et les garçons. Il s'agit de l'hypothèse de contournement culturel mise en place dans les stratégies. Les analyses serviront aussi d'exemples précis pour répondre à la question de recherche portant sur les stratégies mises en place par les ONG au Bangladesh afin de contrer le mariage des jeunes filles.

Girls Not Brides

Tout d'abord, la première initiative d'ONG qui sera étudiée est *Girls Not Brides*. *Girls Not Brides* est une organisation de partenariat international regroupant plus de 500 groupes issue de la société civile de soixante-dix pays qui a pour but principal d'enrayer le mariage des jeunes filles dans le monde. Elle est représentée par plusieurs ONG américaines de grande renommée, comme *Care*, *International Center for Research on Women*, *International Women's Health Coalition*, et, dans le cas du Bangladesh, *BRAC*. Ces ONG ont certainement contribué à donner à cette initiative une légitimité et une visibilité à l'échelle mondiale. En effet, celles-ci sont représentées partout dans le monde et travaillent directement avec les gouvernements et les

communautés afin de les conscientiser aux dangers liés au mariage des enfants. Il faut noter que le fait que *Girls Not Brides* soit représenté dans chaque pays de façon locale est très profitable, puisque cela permet de prendre en considération les particularités et défis propres à chaque endroit et de voir comment le problème est perçu de ce point de vue. Cette initiative regroupant de nombreuses ONG relève d'ailleurs de la tendance que celles-ci ont de développer des liens et des réseaux entre elles afin de mettre leurs stratégies en commun et ainsi collaborer entre les niveaux national, régional et international pour être plus influentes. (Lemonde, 1998)

Girls Not Brides insiste sur l'importance que ce soit les pays eux-mêmes aux prises avec le problème du mariage des filles et de non-reconnaissance des droits pour les enfants qui devraient faire des efforts et développer des solutions pour l'enrayer. De plus, il est important que le gouvernement national du pays en question intervienne afin d'établir une stratégie nationale inclusive pour que les familles et les enfants participent aussi à sa mise en œuvre. On peut alors comprendre que *Girls Not Brides* croient qu'une étroite collaboration entre tous les intervenants impliqués dans le problème, que ce soit les gouvernements, les communautés, les familles, soient inclus dans les stratégies et prennent conscience du problème et des conséquences pour les femmes et la société. En outre, plusieurs ministères du gouvernement doivent être impliqués et contribuer au travail, par exemple les ministères responsables de la condition de la femme et des enfants, des finances, de la santé, de l'éducation, de la jeunesse, etc. Un processus inclusif est donc privilégié par *Girls Not Brides*. Les actions des ONG sont importantes, car elles peuvent contribuer à influencer les mentalités dominantes. (Pech & Padis, 2004)

Dès qu'elle fut mise sur pied, l'organisation est intervenue auprès des gouvernements des pays où le taux de mariage des enfants était anormalement élevé afin d'établir une stratégie nationale pour leur pays, qui est décrite comme « un document de haut niveau exposant la façon dont le gouvernement entend mettre fin au mariage des enfants et présentant la vision stratégique des mesures à prendre dans une période donnée. » (Girls Not Brides, 2016, p. 5) Pour mettre en place cette stratégie, *Girls Not Brides* s'attend aussi que les gouvernements produisent un document établissant leur plan d'action national, comprenant la description d'actions plus précises et concrètes. Les pays doivent ensuite mener une campagne nationale, qui est davantage une stratégie de communication publique pour sensibiliser la population à l'enjeu en question. L'organisation a également mis à disposition des gouvernements une panoplie d'outils pour les aider à réaliser leurs stratégie et plan d'action pour leur pays, comme des guides et des gabarits prêts à être utilisés. En somme, *Girls Not Brides* fournit principalement une aide technique aux pays et une expertise qui sont sans doute bien utiles puisque ceux-ci n'ont pas tellement d'expérience dans la mise en œuvre de ce genre de stratégie.

Les gouvernements et leur direction sont des éléments absolument essentiels pour atteindre les objectifs fixés et trouver des solutions viables pour régler un problème si profondément ancré dans la société. (Schapper, 2017) Le gouvernement du Bangladesh doit considérer le problème du mariage des enfants comme une priorité dans son programme politique. Il doit être prêt à travailler avec les ONG afin de faciliter leur engagement dans l'élaboration de solutions pour le pays. Cela ne présente pas de difficulté au Bangladesh, puisque les ONG sont bien établies et acceptées par le gouvernement. (Haque, 2002) Le fait que le gouvernement prenne l'initiative et déclare publiquement que le mariage des jeunes filles n'est

pas souhaitable et devrait être proscrit aura surement des effets positifs sur la population. Tel que le mentionne Schapper : « Policy programs launched by governmental or nongovernmental organizations (NGOs) and targeted at the rights-holders, i.e. the children and their families or communities, played an important role for initiating this local change. »⁵ (Schapper, 2017, p. 107) De plus, celle-ci sera peut-être plus réceptive si les propos viennent d'une figure d'autorité. Cela sera encore plus efficace si un « leader » politique populaire se porte à la défense de la cause.

Girls Not Brides évoque également le rôle de la société civile et des ONG afin de contribuer de façon durable à maintenir l'enjeu comme étant prioritaire sur le programme politique, même plusieurs années après le début de l'initiative. Les ONG doivent continuer à faire pression sur les gouvernements et leur offrir leur aide, tant dans le domaine financier que pour le l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies. (Lemonde, 1998) Il faut que l'intérêt reste éveillé. D'où l'importance que les gouvernements comprennent qu'il s'agit d'une stratégie à long terme qui prendra un certain temps à implanter. Puisqu'il s'agit d'une pratique profondément enracinée dans les mœurs des communautés, du fait des nombreuses causes énoncées précédemment, il est déraisonnable de croire que les changements pourront s'effectuer rapidement. Ce sont plutôt les prochaines générations qui profiteront des changements et partageront les nouvelles mentalités qu'on tentera de fixer au sein de la population. Il faut tout simplement que les gouvernements comprennent que les efforts doivent être soutenus, même si les résultats ne sont pas observés instantanément. Les stratégies nationales doivent donc être revues et mises à jour régulièrement pour tenir compte des contextes sociaux, économiques et

⁵ Traduction libre : Les programmes découlant des politiques, mis sur pied par le gouvernement ou des ONG et s'adressant aux tributaires de droits, comme les enfants et leurs familles ou les communautés, ont joué un rôle important pour initier ce changement local.

politiques changeants. Dans un de ses rapports, *Girls Not Brides* mentionne justement que l'impact des initiatives locales prendra du temps à se faire ressentir. (Girls Not Brides, 2016)

***Girls Not Brides* au Bangladesh**

Au Bangladesh, *Girls Not Brides* a formé une branche locale en 2013 qui agit sous le contrôle de la plus grande ONG de développement au pays, *BRAC*. Le Bangladesh est un acteur émergent sur la scène internationale. En effet, comme le souligne Ame, « being an active partner, Bangladesh plays a vital role in the international and regional forum, particularly in the UN, Commonwealth and South Asian Association of Regional Cooperation ». ⁶ (Ame, 2013, p. 152) Il est donc plausible de reconnaître qu'il y a une certaine pression internationale, provenant des ONG, mise sur le gouvernement du Bangladesh pour qu'il s'attaque à des problèmes liés aux droits de la personne, tel que le mariage des enfants. Si le gouvernement veut s'allier aux grandes puissances mondiales, il doit redoubler d'efforts pour que sa population ait de meilleures conditions de vie.

Les actions récentes du pays sont décrites dans le rapport « Enseignements tirés des initiatives nationales pour mettre fin au mariage des enfants - 2016 ». Dans le cas du mariage des enfants, la Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, a déclaré publiquement qu'elle désirait mettre fin au mariage des jeunes filles dans son pays, en s'alliant à l'initiative globale *Girls Not Brides* et avec l'aide principale du Ministère des Femmes et de l'Enfance. (Girls Not Brides, 2016) Cette déclaration a été faite au *Girl Summit* à Londres en 2014 alors que le gouvernement a accepté d'élaborer une stratégie nationale pour supprimer complètement le

⁶ Traduction libre : En étant un partenaire actif, le Bangladesh joue un rôle vital sur la scène régionale et internationale, particulièrement au sein de l'Association de coopération régionale de l'Asie du sud, du Commonwealth et des Nations Unies.

mariage des jeunes filles d'ici 2041. À plus court terme, le gouvernement s'est engagé à éliminer le mariage des enfants âgés de moins de quinze ans et réduire d'un tiers le nombre de jeunes filles mariées âgées de quinze à dix-huit ans d'ici 2021 (Girls Not Brides, 2016). Le plan d'action national du Bangladesh est conçu pour s'étaler de 2015 à 2021, et est donc en cours. Il est ainsi possible d'avancer que le gouvernement présente de bonnes intentions.

Toutefois, toutes stratégies comportent des limites. Dans le cas de *Girls Not Brides* au Bangladesh, il fallait au moins une collaboration soutenue de la part du gouvernement pour espérer atteindre les objectifs. La première étape qui consistait à convaincre le gouvernement de prendre en main la problématique et élaborer une stratégie nationale fut un succès. Cependant, certaines complications sont apparues lors de l'implantation de la stratégie. Ceci ne devrait pourtant pas être une surprise, considérant le fait que l'état de la gouvernance au Bangladesh est faible et que le gouvernement national éprouve des difficultés à faire respecter les lois et conventions protégeant les droits des femmes et des enfants. (DeJaeghere & Wiger, 2013) Par exemple, en février 2017, le gouvernement a instauré une nouvelle loi contraire à ce que *Girls Not Brides* promouvait. Le *Child Marriage Restraint Act 2017* permet d'abaisser l'âge légal du mariage des enfants de dix-huit à seize ans, dans certains cas particuliers. Le problème est que la loi ne précise pas ce que sont ces cas particuliers. L'organisation *Girls Not Brides* a dénoncé dans un communiqué cette nouvelle loi en pressant le gouvernement de remettre l'âge légal du mariage à dix-huit ans pour tous en disant qu'elle craignait des abus des familles en ce qui concerne les cas d'exception (Girls Not Brides, 2017).

La stratégie principale de *Girls Not Brides* au Bangladesh, décrit dans les rapports qui furent consultés pour réaliser cette étude, notamment la « Stratégie 2017-2020 », est donc principalement axé sur la nécessité d'inclure le gouvernement et d'inciter ce dernier à produire un plan d'action national réaliste propre aux particularités locales. (Girls Not Brides, 2016) C'est ainsi qu'elle entend résoudre le problème du mariage des enfants qui est vu comme étant culturellement ancré dans la société. Le plan d'action doit inclure tous les intervenants qui sont touchés par le problème et doit compter sur leur contribution pour assurer sa réalisation. Si on reprend la théorie du changement décrit plus tôt dans le cadre théorique, cette approche s'inscrit alors dans la catégorie des lois et des politiques, puisque le gouvernement agit principalement dans ce domaine. Comme indiqué dans le document sur la stratégie 2017-2020, « les gouvernements doivent établir des cadres juridiques et politiques favorables, mettre en œuvre des programmes à grande échelle et assurer l'accès des filles aux services de base liés à l'éducation, à la santé et à la justice. » (Girls Not Brides, 2016, p. 5) Le gouvernement doit donc s'assurer de faire respecter les lois nationales empêchant les jeunes filles de se marier avant d'avoir atteint l'âge adulte et imposer des sanctions plus sévères aux contrevenants. La mise en place de politiques publiques et la défense de la cause du mariage des jeunes filles par le gouvernement sont des éléments fondamentaux. (Ame, 2013) Ce qui est dommage dans le cas du Bangladesh est que le gouvernement a plus ou moins suivi les conseils de l'organisation et a changé une des lois de façon négative. Cela démontre que les stratégies gouvernementales sont fragiles ou comportent des limites et leur succès repose sur la volonté politique des gouvernements d'agir sur leur territoire.

En résumé, *Girls Not Brides* est une initiative établie par des ONG qui se sont implantées dans plusieurs pays notamment au Bangladesh pour mettre fin à la pratique du mariage des enfants. Celles-ci fournissent des conseils et un certain appui financier et technique aux pays qui désirent eux aussi reconnaître les droits des enfants et faire cesser le mariage des enfants. *Girls Not Brides* insiste d'ailleurs sur l'importance du rôle du gouvernement dans le développement de stratégies, et leur mise en œuvre, et de réunir le plus grand nombre de groupes possible pour s'attaquer au problème dans l'ensemble de la société. Ces groupes comprennent les divers ministères et paliers de gouvernements, les ONG locales, les ONG internationales, les communautés, les familles et les enfants qui, en travaillant de manière concertée, en ayant des objectifs précis et en développant des stratégies efficaces et concrètes, réussiront à mettre fin à cette pratique une fois pour toute. Toutefois, il est important que le projet reste prioritaire dans l'agenda politique des gouvernements.

Projet BALIKA

Le projet *BALIKA* (*Bangladeshi Association for Life Skills, Income, and Knowledge for Adolescents*) est né d'une collaboration entre les communautés rurales, certaines ONG internationales (principalement *Population Council*) et le gouvernement des Pays-Bas, qui a largement financé l'initiative. Leur slogan et leur mission tournent autour d'un point précis, soit « empowering girls to delay child marriage in Bangladesh » (autonomiser les filles pour retarder le mariage des enfants au Bangladesh). (Population Council, 2016) La justification de leur stratégie repose sur le fait que la mise en place et le renforcement des lois et des politiques au Bangladesh n'ont pas eu les résultats escomptés, ainsi qu'au fait que bien peu de recherches ont été menées dans le pays sur les meilleures façons de mettre fin au problème du mariage des

jeunes filles. C'est ainsi que leur projet a prit la forme d'une étude menée sur le terrain, avec un accent sur l'autonomisation des jeunes filles.

L'initiative a débuté en 2012, fut menée par l'ONG internationale *Population Council* et pris fin en 2016. Le but du projet fut de déterminer si les approches axées sur l'acquisition de compétences pour autonomiser les filles peuvent mener à la baisse du taux de mariage des jeunes filles dans trois secteurs ruraux du Bangladesh, soit Khulna, Satkhira et Narail. Pour ce faire, environ 9 000 filles âgées de douze à dix-huit ans furent choisies au hasard pour participer au projet et prendre part aux interventions dans une des trois régions rurales. Les interventions ont débuté avec une formation de vingt-quatre heures de base pour les jeunes filles et se sont étendues sur une période de dix-huit mois. Par la suite, les filles étaient ciblées par une des trois catégories d'activité suivantes pour le reste du projet : éducation (tutorat, cours de mathématiques et de finances, etc.), sensibilisation aux droits des jeunes filles (incluant des ateliers de négociation et prise de décision, ainsi que des connaissances sur la santé et la sexualité) et acquisition de compétences qui peuvent servir au quotidien (photographie, utilisation d'un ordinateur, entrepreneuriat, etc.) Des centres furent créés, où les jeunes filles se réunissaient toutes les semaines pour les activités en groupe et pour rencontrer leurs mentors et les autres fillettes. Le projet *BALIKA* a aussi inclus les membres de la communauté, comme les parents, familles et dirigeants locaux. Afin de mesurer les résultats, des sondages furent menés avant et après l'étude auprès des jeunes filles participant au projet. Des entrevues furent également menées avec les filles et les membres de la communauté, suivies de groupes de discussion divers, organisés pour recueillir davantage de données. Finalement, on a observé des

communautés où le projet n'avait pas été implanté, afin de comparer et mesurer l'impact de celui.

Ce projet est décrit dans le rapport final produit par *Population Council* au Bangladesh, publié en 2016 et intitulé : « Delaying Child Marriage Through Community-Based Skills Development Programs for Girls - Results From a Randomized Controlled Study in Rural Bangladesh ». Selon ce rapport, le programme, visant l'éducation des jeunes filles et l'acquisition de connaissances et de compétences utiles pour accroître leur autonomie et mieux comprendre leurs droits, a eu pour effet de réduire d'un tiers le taux de mariage des jeunes filles dans les trois secteurs où l'étude fut menée. (Population Council, 2016) Les trois types d'activités ont mené sensiblement aux mêmes résultats, démontrant que les filles dans ces secteurs avaient environ de 20 à 30% moins de chance de se marier avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans que dans les secteurs où il n'y avait pas eu d'intervention de *BALIKA*. (Population Council, 2016) De plus, le projet a démontré qu'en acquérant ce type de compétences, les filles sont davantage disposées à fréquenter l'école, à avoir de meilleurs résultats scolaires en mathématiques et à trouver un emploi futur leur fournissant un revenu.

La première partie du rapport traite du problème du mariage des jeunes filles de façon générale. En abordant les causes du mariage des jeunes filles, le rapport affirme que « the practice of child marriage is influenced by community norms and beliefs, household poverty, and a lack of individual opportunities for girls and women. »⁷ (Population Council, 2016, p. 22) On explique que le projet visait surtout le changement de mentalité au niveau des jeunes filles, ce

⁷ Traduction libre : La pratique du mariage des enfants est dictée par les normes et croyances de la communauté, le niveau de pauvreté du milieu familial et le manque d'opportunités pour les filles et les femmes.

qui pouvait ensuite modifier les normes au niveau de la communauté. L'accent est mis sur les filles avant tout. La seconde partie du rapport traite du projet dans son ensemble, en relatant la façon dont celui-ci a été mené et comment les données ont été recueillies. Il est intéressant de noter que le projet est quand même axé sur les communautés, alors que le mot est souvent mentionné dans le rapport, qu'on parle souvent du rôle de la fille dans sa communauté et de l'impact qu'elle peut avoir dans celle-ci. C'est là qu'on semble souhaiter des résultats positifs. Enfin, la troisième partie parle des résultats de l'étude et de l'impact positif que celle-ci a eu dans les diverses communautés. Parmi les résultats, il y a le fait que les filles sont davantage capables de dire non au mariage et de rejeter les normes de la communauté.

Analyse du projet *BALIKA*

Le choix des activités fut bien expliqué et justifié. Les stratégies utilisées se situent effectivement dans les approches de la théorie du changement, mais de façon plus marquée dans la première catégorie, soit l'autonomisation des jeunes filles. Même dans le slogan on retrouve cette notion d'« empowerment » (autonomisation) qui est le but principal du projet. L'acquisition des compétences et l'accent qui est mis sur l'éducation visaient réellement à rendre les filles plus autonomes et confiantes. Le fait de miser sur l'éducation des filles est important, car il fut démontré que les familles au Bangladesh soutiennent généralement plus l'éducation des garçons. (DeJaeghere & Wiger, 2013) Il fut aussi largement démontré dans les études que les filles qui fréquentent l'école plus longtemps au niveau secondaire ont tendance à se marier plus tard. (White, 2015) Grâce aux actions du projet *BALIKA*, les jeunes filles visées possèdent désormais les outils nécessaires pour faire valoir leur point de vue et prendre des décisions selon leurs préférences au sein de leurs famille et communauté. Des services ont été mis en place pour le

temps qu'ont duré les interventions. Par contre, comme il s'agit d'une initiative qui s'étalait sur une période de temps limité, on ignore si des services permanents ont été établis, comme des centres où les filles peuvent continuer à se fréquenter après la fin du projet. Les familles et membres de la communauté ont été impliqués dans le projet *BALIKA*, mais on ne précise pas vraiment à quel niveau et quel a été l'impact sur ces intervenants pourtant essentiels au changement des mentalités et des normes. Finalement, aucune loi ou politique ne semble avoir été instaurée ou envisagée à la suite du projet.

Il est donc possible d'affirmer que le projet *BALIKA* mené principalement par l'ONG internationale *Population Council*, avec le soutien d'autres intervenants, a utilisé la stratégie du contournement culturel dans ses activités menées sur le terrain. Elle s'attaque aux mentalités et aux normes qui dictent la vie des jeunes filles au Bangladesh, mais de façon indirecte. Parmi les causes du mariage des jeunes filles, décrites dans le rapport, il y a d'abord les normes culturelles, ensuite l'aspect économique, puis le rôle traditionnel qu'on attribue aux filles. Deux de ces trois causes concernent l'aspect culturel de cet enjeu. D'ailleurs, par l'éducation et les ateliers d'acquisition de connaissances et de compétences, on souhaite informer les filles de leurs droits et leur expliquer qu'elles ont un statut égal à celui des garçons. En faisant comprendre aux filles qu'elles peuvent être indépendantes, continuer d'aller à l'école et éventuellement gagner un revenu sans être mariées, cela contribue à modifier la vision traditionnelle de la femme et à briser la mentalité patriarcale afin d'instituer des changements positifs. De plus, le changement des rôles des jeunes filles visées par le projet est lié aux causes culturelles. En effet, il est important de rappeler que les idées attribuées à l'enfance sont construites culturellement et associées au genre. (Crewe, 2010, p. 45)

Il est difficile de mesurer l'impact global de ce projet puisque les résultats ont été observés sur une courte période de temps. Peut-on espérer que les filles continueront d'implanter leur vision et d'avoir une influence bénéfique dans la communauté, au départ des intervenants ? Un doute persiste quant aux chances de succès des progrès observés au cours du projet si le travail ne continue pas. En effet, il fut remarqué que malgré les nombreux efforts pour améliorer l'éducation des jeunes filles dans les projets menés par les ONG, les inégalités de genre sont encore présentes dans les interactions quotidiennes entre les hommes et les femmes, ainsi que dans les sphères politiques, économiques et sociales. (DeJaeghere & Wiger, 2013) Par exemple, bien qu'il soit louable que les filles soient capables de négocier et discuter librement de ce qu'elles veulent, on ignore l'impact que cela aura réellement sur leur famille. Cela n'empêchera peut-être pas les parents de prendre des décisions pour leurs filles et les marier malgré tout. Peut-être seront-elles aussi punies pour essayer de tenir tête à leur famille et vouloir être plus indépendantes. Les filles ayant participé au projet sont quand même encore dépendantes économiquement de leur famille et résident encore chez leurs parents. Malgré tout, certains problèmes ne sont pas réglés, comme le fait que la dot soit plus élevée si les filles se marient plus tard. Les mentalités sont bien ancrées et il en faudra sans doute beaucoup plus pour faire changer les choses de façon définitive.

De plus, le projet ne semblait pas inclure les garçons dans les activités, ce qui pourrait mener au renforcement des inégalités et des rôles distincts, alors que les filles ne sont pas traitées de la même façon que les garçons. Il est aussi important que les garçons soient éduqués aux dangers des pratiques dégradantes pour les filles et comprennent qu'elles ont des droits et un

statut équivalents. Sinon, certains problèmes risquent de persister, tels que le harcèlement et les agressions que les filles subissent par les garçons à l'adolescence. (DeJaeghere & Wiger, 2013) Quoiqu'il en soit, le projet était plutôt une étude servant à connaître l'impact du travail des ONG dans les communautés rurales du Bangladesh et savoir si leurs actions peuvent faire changer les choses. L'effet bénéfique du travail des ONG axé sur l'acquisition de compétences essentielles pour les filles fut effectivement bien démontré.

En résumé, le projet *BALIKA* mené par l'ONG internationale *Population Council* consistait principalement en une étude voulant montrer l'impact de l'éducation et de l'acquisition de compétences utiles pour les femmes afin que celles-ci soient plus autonomes et détiennent plus de pouvoir au sein de leur famille et leur communauté. Le rapport illustre les effets positifs de cette étude qui est maintenant terminée. Il reste à voir dans les prochaines années si le projet aura réellement mené à des résultats bénéfiques pour les secteurs où celui-ci fut implanté. Quoiqu'il en soit, il est dommage que l'on n'ait pas élaboré plus amplement cette étude, en créant des politiques, des réformes et des programmes durables en partenariat avec le gouvernement du Bangladesh. Peut-être que l'organisation décidera de mener des projets semblables ailleurs ou prévoit une autre phase pour ces mêmes régions, afin de continuer les progrès et faire avancer la situation des jeunes filles au Bangladesh.

Care Tipping Point

Une dernière initiative qui sera examinée dans le cadre de ce travail fut mise en place par *Care*. Il s'agit du projet *Tipping Point* qui se déroule à l'heure actuelle et qui vise à enrayer le mariage des enfants dans spécifiquement 90 villages au Bangladesh, mais aussi dans 16 secteurs

au Népal, un autre pays d'Asie du Sud où cette pratique fait rage. *Care* travaille de concert avec les gouvernements locaux pour trouver des solutions adaptées aux spécificités de ces pays, en misant sur l'éducation et la mobilisation. L'initiative est ainsi décrite par *Care* : « Tipping Point's focus reaches beyond formal policies — such as laws imposing a minimum age for marriage — and addresses social and cultural institutions driving gender discrimination and promoting child marriage. »⁸ (*Care*, 2015, p. 15) *Care* s'intéresse donc à l'insuffisance des lois visant à protéger les droits des femmes et des enfants. Or, ce genre d'initiative exige l'engagement des gouvernements, des communautés, des médias, des agences de développement, ainsi que des familles, et s'étend au-delà de simples lois qui n'empêchent pas la stigmatisation des jeunes filles. Tous ces intervenants doivent contribuer aux discussions sur l'égalité des sexes, les droits des femmes et le mariage des enfants. De cette façon, *Care* espère rendre les femmes plus indépendantes et autonomes, ainsi que les éduquer davantage concernant leurs droits, leur avenir, leur sexualité, etc.

Le rapport produit par l'organisation présente un sommaire du projet qui s'intitule « Program Summary - Tipping Point: Digging Up the Roots of Child Marriage to Replant the Future » et fut publié en 2016. Malheureusement, aucun rapport plus détaillé présentant les progrès et résultats jusqu'à présent ne fut publié. Cela s'explique peut-être par le fait que le projet est toujours en cours, ce qui rend difficile la production de résultats concluants. Sinon, le site Web du projet offre également de l'information sur celui-ci et présente, entre autres, la théorie du changement qui est au cœur de la stratégie de *Care*. Dans sa stratégie, *Care* fait

⁸ Traduction libre : Le *Tipping Point* s'étend au-delà des politiques officielles, comme les lois fixant l'âge minimal du mariage, en ciblant les institutions sociales et culturelles entretenant l'inégalité des genres et le mariage des enfants.

mention de son approche dite itérative visant l'avancement de normes sociales faisant la promotion de l'égalité des sexes. (Care, 2016)

Tout comme *Girls Not Brides*, Care insiste sur l'importance de réunir tous les intervenants de la société civile, ainsi que les gouvernements, afin de les conscientiser aux risques liés au mariage des enfants. La coopération entre les ONG et les gouvernements est nécessaire pour amener des changements concrets. (Schapper, 2017) Puisque les filles qui ne sont pas mariées jeunes sont stigmatisées par la famille et les communautés, il faut par exemple impliquer les garçons, les hommes et le reste de la famille afin que les jeunes filles puissent être mariées plus tard avec qui elles veulent. (Schapper, 2017) Il est important que celles-ci ne soient pas rejetées, puisque cela entraînerait des conséquences encore plus graves. Il faut que tout le monde participe à ce projet, sans quoi certains groupes pourraient ne pas comprendre en quoi il est important de mettre fin à cette pratique malsaine. Il est important que les mentalités changent et qu'on cesse de croire que les avantages de marier les filles très jeunes dépassent les risques encourus. Finalement, il est primordial que les enfants agissent comme intervenants sociaux pour améliorer les conditions de justice sociale dans les pays d'Asie du Sud. (O'Kane, 2002) Les enfants ont un grand rôle à jouer dans la mise en place de politiques encadrant leurs droits et les ONG cherchent à les inclure dans leurs stratégies.

Afin de faire cesser la discrimination des jeunes filles et éveiller la conscience des droits des enfants, le projet *Tipping Point* a mis en place des centres (« Fun Centers ») spécialement dédiés à tous les enfants qui peuvent se réunir et apprendre, de façon amusante, leurs droits et développer des compétences en matière de direction et de pensée critique. (Care, 2015) De

nombreuses activités y sont organisées et ces centres, depuis leur ouverture, sont largement fréquentés par les jeunes de diverses communautés. En outre, pour permettre aux communautés d'en apprendre davantage sur les dangers et conséquences liés au mariage des enfants et au sujet des droits des enfants, le projet de *Care* collabore avec des troupes de théâtre communautaires locales pour présenter des pièces de théâtre traitant spécifiquement de ces sujets. (Care, 2015) Il s'agit encore une fois d'une façon éducative d'acquérir des connaissances sur le mariage et le droit des enfants.

Dans le cadre de ce projet, on espère que des changements culturels s'opèrent et que les mentalités dominantes au sujet de la discrimination des jeunes filles changent pour que celles-ci jouissent pleinement de leurs droits. Pour y arriver, *Care* tente de conscientiser la population contre la discrimination. Il y a par exemple des forums de discussion qui sont organisés pour traiter de ces sujets par les communautés (« Elimination of Violence against Women Forums ») et qui regroupent tous les intervenants. (Care, 2015) On tente d'y développer des plans d'actions concrets pour éliminer le mariage des enfants. Ces stratégies pourraient mener à une baisse considérable du nombre de jeunes filles mariées avant l'âge de dix-huit ans dans les régions rurales, où le mariage des enfants constitue un problème plus difficile à régler.

Analyse du *Tipping Point*

Le projet *Tipping Point* est intéressant comme troisième cas de cette étude, puisqu'il reprend un peu les idées principales des deux projets analysés précédemment, soit l'action de *Girls Not Brides* au Bangladesh et le projet *BALIKA*. En effet, le projet de *Girls Not Brides* au Bangladesh se concentre d'abord et avant tout sur l'action gouvernementale et la nécessité de

produire un plan national et de respecter son engagement pour enrayer le mariage des jeunes filles. Quant au projet *BALIKA*, celui-ci est davantage orienté vers l'autonomisation des jeunes filles et l'acquisition de compétences essentielles pour leur vie de tous les jours et leur avenir. Le projet *Tipping Point* note l'importance de collaborer avec le gouvernement du Bangladesh, avec l'instauration de lois et de politiques publiques pour éliminer le mariage des enfants, tout en agissant directement au sein des communautés, avec la création de centres d'apprentissage. Le projet se situe donc davantage dans la catégorie de stratégie visant l'autonomisation des jeunes filles, ainsi que celles visant les actions des familles et des communautés. Il n'y a pas de nouvelles lois ou politiques proposées, et pas de services à long terme annoncés. Il mise plutôt sur des actions immédiates, au lieu d'initiatives à long terme.

Care insiste aussi pour inclure les garçons dans les centres d'apprentissage et les faire interagir et travailler avec les filles. C'est sans doute l'aspect le plus valorisé par l'organisation. Le fait que les solutions nécessitent la participation des garçons et des familles démontre que les mentalités culturelles sont au cœur du problème et requièrent des changements. En outre, comme il est expliqué par DeJaeghere & Wiger : « The NGO model suggests that changing structures, along with the strategic relations among men and women, are necessary components of gender equality and empowerment. »⁹ (DeJaeghere & Wiger, 2013, p. 564) Ce ne sont donc pas seulement les filles qui peuvent régler la situation et agir d'elles-mêmes. Il faut que toute la communauté comprenne les méfaits de cette pratique et que les filles ont droit au même titre que les garçons et n'ont pas à être traitées différemment. Il ne s'agit pas seulement d'un manque d'éducation des filles, mais bien de toute la communauté. Les familles croient souvent que les

⁹ Traduction libre : Le modèle d'ONG suggère que les structures amenant les changements, de pair avec les relations stratégiques entre les hommes et les femmes, constituent des éléments essentiels à l'égalité des genres et l'autonomisation.

filles sont moins importantes et intelligentes que les garçons et négligent ainsi leur éducation. (DeJaeghere & Wiger, 2013) Le fait que les filles ne puissent pas prendre de décisions de façon indépendante mène au fait que les autres intervenants doivent aussi être impliqués. Il est triste de constater que c'est l'entourage de la fille qui lui accordera la permission de retarder son mariage ou fréquenter l'école. Les croyances et les habitudes de vie ne peuvent pas changer du jour au lendemain, cela implique une dimension intergénérationnelle. Toutefois, en incluant le plus d'intervenants possibles dans la résolution du problème, on augmente les chances de modifier les mentalités plus rapidement.

Ceci étant dit, le fait que *Care* n'ait pas produit de rapport détaillé sur son initiative est décevant pour notre étude et nous laisse croire que sa stratégie semble plutôt générale. De plus, les actions que l'organisation compte entreprendre au Bangladesh ne sont pas décrites dans son rapport sommaire. On parle plutôt des objectifs que l'on souhaite atteindre sans mentionner comment on peut y parvenir. *Care* a donc lancé une initiative dans plusieurs zones rurales au Bangladesh et au Népal, intitulé *Tipping Point*, afin de retarder l'âge auquel les jeunes filles se marient. Puisque le projet est toujours en cours, les résultats n'ont pas encore été dévoilés. Quoiqu'il en soit, les activités entreprises par *Care* sont tout à fait louables puisque son but est de réunir tous les intervenants qui ont un rôle à jouer dans la problématique du mariage des jeunes filles, soit les gouvernements, les communautés, les familles, les garçons et les filles, afin de les conscientiser aux dangers de cette pratique. De plus, avec les centres d'apprentissage et les forums de discussion, *Care* souhaite doter les jeunes filles de connaissances et de compétences nécessaires à leur autonomisation.

Limites des stratégies

Ces stratégies ont été soigneusement planifiées et mises en œuvre par les ONG. Leurs buts sont tout à fait bienfaiteurs et visent à faire changer les mentalités et s'attaquer à l'aspect culturel privant les jeunes filles d'atteindre leur plein potentiel d'autonomie. Les stéréotypes de genres qui mènent les filles à occuper un rôle précis dans la société sans d'autres options peuvent changer grâce à ces stratégies. Toutefois, il ne faut pas oublier que le mariage des enfants demeure une triste réalité à cause aussi de la pauvreté extrême qui touche les familles dans les pays en voie de développement, surtout en milieu rural. Il faut donc que ces stratégies comportent un volet économique pour aider les familles à subvenir à leurs besoins même si elles doivent continuer à prendre soin de leurs filles. Il s'agit d'un aspect crucial, sinon le mariage des enfants pourrait se perpétuer dans ces pays, même si les croyances religieuses et culturelles changent.

Conclusion

Dans plusieurs régions du monde, surtout dans les pays en voie de développement, les droits des enfants sont presque inexistants. D'abord, les conceptions au sujet de l'enfant et de son rôle dans la société varient grandement d'une région à l'autre, influencées par la culture propre à chaque pays. (Field & Ambrus, 2008) Selon la Convention relative au droit de l'enfant des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations Unies, le mariage forcé des enfants devrait être interdit. Or, au Bangladesh, là où on retrouve le taux le plus élevé parmi les pays d'Asie du Sud, des filles continuent de se marier tous les jours. Cette décision est prise par la famille et le mariage est souvent fait en secret ou à partir de faux certificats de naissance, puisque cet acte est illégal depuis 1929 au Bangladesh. (Ame, 2013) Le mariage des

jeunes filles entraîne des conséquences extrêmement négatives pour leur santé et leur image, en plus de contribuer à reproduire les inégalités liées au genre au fil des générations, renforçant ainsi l'idéologie patriarcale dominante. Parmi les causes du mariage des jeunes filles, il y a bien entendu la pauvreté et les catastrophes naturelles, mais également les traditions culturelles et religieuses. C'est d'ailleurs celles-ci qui sont ciblées par la majorité des ONG présentant des stratégies socio-politiques dans leurs activités et leurs projets pour enrayer cette pratique au pays. Les causes culturelles sont par exemple le fait que la fille est traditionnellement perçue comme une épouse et une mère avant tout, qu'elle doit rester vierge jusqu'au mariage, la peur d'être stigmatisée et de donner une mauvaise image à sa famille, la dot qui augmente avec l'âge de la fille, etc. Ces causes sont profondément ancrées dans les mœurs et les habitudes de vie des habitants du pays, et en particulier ceux vivant en zone rurale. C'est d'ailleurs là que les ONG concentrent bien souvent leurs activités. Il fut aussi montré que les conventions internationales qui ont été ratifiées par le gouvernement du Bangladesh, ainsi que les lois nationales qui furent adoptées, sont insuffisantes pour protéger les droits des enfants, et ce parce que l'idéologie patriarcale, ainsi que les traditions culturelles et religieuses sont trop influentes. De plus, l'État n'arrive pas à faire respecter ses lois, alors que le système judiciaire est faible et que les autorités locales peinent à maintenir l'ordre et imposer des sanctions. (Ame, 2013)

Dans ce travail, il s'agissait de répondre à la question suivante : Quelles sont les stratégies mises en place par les ONG pour contrer le mariage des jeunes filles au Bangladesh? L'hypothèse était que puisqu'il s'agissait d'abord d'un enjeu culturel, les ONG ciblaient cet aspect du problème de façon indirecte. Elles adoptent des stratégies de contournement culturel, pour ainsi pouvoir travailler avec les communautés locales et le gouvernement national et espérer

changer les mentalités renforçant les inégalités. Les stratégies des ONG pour mettre fin au mariage des jeunes filles au Bangladesh se concentrent autour de sensiblement les mêmes activités, soit l'autonomisation des jeunes filles, l'implication des familles et communautés, la mise en place de services, comme des écoles, des centres d'apprentissage ou de santé, et la mise en place de lois ou politiques publiques par le gouvernement. Comme aucune des types de stratégies ne semble être efficace lorsqu'utilisée seule, c'est réellement une combinaison de toutes les approches par les différentes ONG au Bangladesh qui pourra enrayer le problème du mariage des jeunes filles. Afin de répondre à la question de recherche et démontrer l'hypothèse de contournement culturel, trois initiatives d'ONG furent présentées et analysées.

D'abord, l'initiative venant d'une coalition d'ONG intitulée *Girls Not Brides* fut discutée. Cette organisation vise principalement à travailler avec les gouvernements nationaux dans les pays où le taux de mariage des enfants est élevé. Elle incite les gouvernements à mettre en place une stratégie nationale, ainsi qu'un plan d'action pour éliminer complètement cette pratique dans le pays. Au Bangladesh, le plan d'action s'étalera jusqu'en 2021. La Première ministre du Bangladesh avait déclaré publiquement vouloir mettre fin à cette pratique, mais le gouvernement du pays a récemment annoncé que l'âge minimal pour le mariage avait été réduit à seize ans dans certaines circonstances particulières. Cela a attiré l'attention médiatique et la consternation de *Girls Not Brides*, qui a immédiatement dénoncé cette décision. On ne sait toujours pas si le gouvernement changera d'avis à cet égard. Ensuite, il a été question du projet *BALIKA* de l'ONG internationale *Population Council*. Ce projet était en fait une étude menée dans trois zones rurales au Bangladesh afin de voir si certaines activités peuvent mener à une baisse du taux de mariage des jeunes filles. Les activités visaient soit l'éducation, l'acquisition de compétences

professionnelles à travers les ateliers de formation, ou l'acquisition de compétences pouvant servir dans la vie de tous les jours. Les résultats de cette étude furent très positifs, puisque selon le rapport, le projet a fait diminuer d'un tiers le mariage des jeunes filles dans les communautés où il a été mené. Toutefois, il serait intéressant de savoir s'il y a eu un suivi et si le projet aura des effets aussi positifs à long terme. L'autonomisation des jeunes filles était le principal but de ce projet. Finalement, le projet *Tipping Point* de *Care* visait à réunir tous les intervenants influents, soit les familles, les communautés et les instances gouvernementales, les invitant à joindre leurs efforts pour contrer le mariage des jeunes filles au pays. Grâce à ce projet, on a créé des centres d'apprentissage où les filles, comme les garçons, pouvaient se réunir, ainsi que des forums de discussion, afin d'aborder des questions essentielles touchant aux droits des enfants, à l'égalité des sexes et aux conséquences néfastes du mariage des jeunes filles. Cette initiative est d'ailleurs toujours en cours au Bangladesh. Ces trois initiatives s'inscrivent donc dans les types de stratégies voulant s'attaquer au changement des habitudes et pensées culturelles de façon indirecte, soit par l'entremise d'activités de conscientisation et d'éducation.

Le taux de jeunes filles mariées avant l'âge de dix-huit ans au Bangladesh a diminué dans les dernières années, selon les statistiques officielles fournies par l'UNICEF. Entre 2002 et 2012, le taux s'élevait à 66 %, alors que les plus récentes statistiques de 2016 montrent que le taux est maintenant de 52 %. (UNICEF, 2012 ; UNICEF, 2016) Il s'agit d'une grande diminution en peu de temps, mais il y a tout de même une fille sur deux qui se marie aujourd'hui avant d'avoir atteint l'âge adulte. L'avancement des stratégies et des projets mis en place par les ONG au pays est donc corrélé avec cette diminution. Toutefois, il est impossible de dire s'il y a une relation de causalité entre les deux variables. En effet, il est beaucoup trop tôt pour savoir si les projets des

ONG présentés dans ce travail ont eu un réel impact sur les communautés et les familles, et dans quelles proportions elles ont contribué à faire diminuer le mariage des jeunes filles. Il serait d'autant plus pertinent de se rendre sur le terrain pour recueillir des données, et ainsi voir si la présence des ONG a directement influencé la baisse du taux de mariage des jeunes filles. Il faudrait ainsi faire des recherches beaucoup plus approfondies.

Il sera intéressant dans les prochaines années de revoir les divers projets des ONG qui furent présentés dans ce travail afin d'évaluer l'impact qu'ils ont eu sur la société sur une plus longue période de temps, et si d'autres projets ont été lancés depuis. D'ailleurs, je suis curieuse de voir quelles seront les prochaines actions du gouvernement du Bangladesh concernant les lois entourant la protection des droits des enfants et si la pression exercée par *Girls Not Brides* pour modifier la loi qui vient d'être instaurée au pays visant à réduire l'âge légal pour le mariage à seize ans dans certaines circonstances aura eu un effet positif. Quoi qu'il en soit, il est évident que les ONG ont un grand rôle à jouer dans le pays, non seulement parce que ces organisations sont au cœur des changements sociaux dans les pays en voie de développement, mais aussi parce qu'elles occupent une place spéciale au Bangladesh en raison de leur contexte historique particulier. Nonobstant ce qui précède, il est tout aussi important que le gouvernement bangladais s'implique davantage dans cet enjeu culturel, afin de s'assurer que les lois soient respectées et que des sanctions soient imposées aux familles qui les contreviennent. En ce moment, le gouvernement ne prend pas son rôle au sérieux, car il croit que les ONG peuvent agir en son nom et fournir les services essentiels à la population. (Siddiquee & Farqi, 2009) C'est d'ailleurs la faiblesse des institutions politiques qui a mené à l'émergence et au rôle grandissant des ONG dans le pays. (Hossain, 2006) Toutefois, la pression internationale et le rôle grandissant

du Bangladesh sur la scène mondiale en tant qu'acteur régional actif en Asie du sud forcent celui-ci à prendre en main ce genre de problématique et s'assurer de protéger les droits de la personne, incluant les droits des femmes et des enfants.

Bibliographie

- AMBRUS, Attila et Erica FIELD (2008). « Early Marriage, Age of Menarche, and Female Schooling Attainment in Bangladesh », *Journal of Political Economy*, Vol.116 (5), p. 881-930
- AME, Kazi Rabeya (2013) « Overcoming the Curse of Early Marriage in Bangladesh », *Asian Journal of Women's Studies*, Vol. 19 (4), p. 150-163
- AHMAD, Mokbul Morshed (2006). « The 'Partnership' Between International NGOs (Non Government Organizations) and Local NGOs in Bangladesh », *Journal of International Development*, Vol. 18 (1), p. 629–638
- CALDWELL, Bruce K (2005). « Factors affecting female age at marriage in South Asia: Contrasts between Sri Lanka and Bangladesh », *Asian Population Studies*, Vol.1 (3), p. 283-301
- CARE (2015). *Vows of Poverty: 26 Countries Where Child Marriage Eclipses Girls' Education*, 145 p. [Rapport]. [<http://vowsofpoverty.care.org>] (Consulté le 2 juin 2017)
- CARE (2016). *Program Summary - Tipping Point: Digging Up the Roots of Child Marriage to Replant the Future*, 4 p. [Rapport]. [http://www.care.org/sites/default/files/documents/CARE_Tipping_Point_Web.pdf] (Consulté le 2 juin 2017)
- CARE (2017). *Tipping Point*. [En ligne]. [<https://caretippingpoint.org>] (Consulté le 2 juin 2017)
- CHO, Esther (2015). « Children's Wellbeing in East and Southeast Asia: A Preliminary Comparison », *Social Indicators Research*, Vol.123 (1), p. 183-201
- CREWE, Emma (2010). « Protecting children in different contexts: exploring the value of rights and research », *Journal of Children's Services*, Vol.5 (1), p. 43-55
- DAIUTE, Colette (2008). « The Rights of Children, the Rights of Nations: Developmental Theory and the Politics of Children's Rights », *Journal of Social Issues*, Vol.64 (4), p. 701-723
- DEJAEGHERE, Joan et Nancy Pellowski WIGER (2013). « Gender discourses in an NGO education project: Openings for transformation toward gender equality in Bangladesh », *International Journal of Educational Development*, Vol. 33 (1), p. 557-565
- DHELLEMES, Virginie (2010). « La dignité et les droits de l'enfant : vingt ans d'avancées sur le plan international », *Transversalités*, Vol. 3 (115), p. 99-110
- GIRLS NOT BRIDES (2016). *Une Théorie du Changement sur le Mariage des Enfants*, 12 p. [Rapport]. [<http://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2016/09/Theorie-du-Changement-sur-le-Mariage-des-Enfants-Brochure.pdf>] (Consulté le 28 mai 2017)
- GIRLS NOT BRIDES (2016). *Enseignements tirés des initiatives nationales pour mettre fin au mariage des enfants - 2016*, 24 p. [Rapport]. [http://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2017/04/GNB-Lessons_learned_national_initiatives_FRENCH-2016.pdf] (Consulté le 11 juin 2017)

- GIRLS NOT BRIDES (2016). *Stratégie 2017-2020*, 18 p. [Rapport].
[<http://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2017/02/Girls-Not-Brides-strategy-2017-2020-FR.pdf>] (Consulté le 11 juin 2017)
- GIRLS NOT BRIDES (2017). *Bangladesh Votes for Child Marriage Restraint Act - Girls Not Brides Bangladesh Reacts*. [En ligne]. [<http://www.girlsnotbrides.org/bangladesh-votes-child-marriage-restraint-act-girls-not-brides-bangladesh-reacts/>] (Consulté le 28 mai 2017)
- HAQUE, Shamsul (2002). « The Changing Balance of Power between the Government and NGOs in Bangladesh », *International Political Science Review*, Vol. 23 (4), p. 411-435
- HOSSAIN, Abul (2006). « The Changing Local Rural Power Structure: The Elite and NGOs in Bangladesh », *Journal of Health Management*, Vol. 8 (2), p. 229-250
- HUMAN RIGHTS WATCH (2015). *Marry Before Your House is Swept Away - Child Marriage in Bangladesh*, 34 p. [Rapport]. [<https://www.hrw.org/report/2015/06/09/marry-your-house-swept-away/child-marriage-bangladesh>] (Consulté le 15 mai 2017)
- LEMONDE, Lucie (1998). « Le rôle des organisations non gouvernementales », *Revue québécoise de droit international*, Vol.11 (2), p. 207-214
- MANNAN, Manzurul (2015). *BRAC, Global Policy Language, and Women in Bangladesh*, State University of New York Press, 280 p.
- MOHAJAN, Haradhan Kumar (2014). « Child Rights in Bangladesh », *Journal of Social Welfare and Human Rights*, Vol.2 (1), p. 207-238
- MUNGLE, S.D. (2012). « The Role of Non-Governmental Organizations (NGOs) in the Protection of Human Rights », *Asia Pacific Journal of Management & Entrepreneurship Research*, Vol.1 (1), p. 148-155
- NATIONS UNIES, *Convention relative aux droits de l'enfants*, New York, 20 novembre 1989, entrée en vigueur le 2 septembre 1990
- NOUR, Nawal (2009). « Child Marriage: A Silent Health and Human Rights Issue », *Reviews in obstetrics & gynecology*, Vol.2 (1), p. 51-56
- O'KANE, Claire (2002). « Marginalized Children as Social Actors for Social Justice in South Asia », *The British Journal of Social Work*, Vol.32 (6), p. 697-710
- PECH, Thierry et Marc-Olivier PADIS (2004). *Les multinationales du coeur - Les ONG, la politique et le marché*, Éditions du Seuil et La république des idées, 95 p.
- POPULATION COUNCIL (2016). *Delaying Child Marriage Through Community-Based Skills-Development Programs For Girl - Results From a Randomized Controlled Study in Rural Bangladesh*, 52 p. [Rapport]. [http://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2016PGY_BALIKA_EndlineReport.pdf] (Consultée le 9 novembre 2015)
- SCHAPPER, Andrea (2017). « Children's Rights Implementation as a Multi-Level Governance Process », *Human Rights Quarterly*, Vol. 39 (1), p. 104-129

SEKHRI, Sheetal et SISIR DEBNATH (2014). « Intergenerational Consequences of Early Age Marriages of Girls: Effect on Children's Human Capital », *The Journal of Development Studies*, Vol. 50 (12), p. 1670-1686

SIDDIQUEE, Noore Alam et Md. Gofran FAROQI (2009). « Holding the Giants to Account? Constraints on NGO Accountability in Bangladesh », *Asian Journal of Political Science*, Vol. 17 (3), p. 243-264

SMITH, Christine, Rebecca STONE et Sarah KAHANDO (2012). « A model of women's educational factors related to delaying girls' marriage », *International Review of Education*, Vol. 58 (4), p. 533-555

SOUTH ASIAN ALLIANCE OF GRASSROOTS (2014). *Civil Society Alliance for Child Rights in South Asia*, 346 p.

UNICEF (mai 2016). *Child Marriage*. Global Databases [data.unicef.org]

UNITED NATIONS POPULATION FUND (2012), *Marrying Too Young End Child Marriage*, 74 p. [Rapport]. [<http://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/MarryingTooYoung.pdf>] (Consulté le 8 mai 2017).

WHITE, Sarah (2015). « Qualitative perspectives on the impact evaluation of girls' empowerment in Bangladesh », *Journal of Development Effectiveness*, Vol. 7 (2), p. 127-145